

<b>S&amp;P/TSX</b> ▲ 8870,97 +89,93 (+1,02%)	<b>Actions négociées</b> ▲ 131 ▼ 86 Inchangées : 7	<b>TSX CROISSANCE</b> ▲ 1630,02 +7,11 (+0,44%)	<b>QUÉBEC 30</b> ▲ 1023,75 +6,50 (+0,64%)	<b>Actions négociées</b> ▲ 16 ▼ 14 Inchangées : 0	<b>NASDAQ</b> ▼ 1974,99 -0,75 (-0,04%)	<b>DOW JONES</b> ▲ 10027,47 +22,93 (+0,23%)	<b>S&amp;P 500</b> ▲ 1130,20 +2,76 (+0,25%)
--	--	--	---	---	--	---	---

## Ottawa entrouvre la porte aux transporteurs américains

MARTIN VALLIÈRES  
ET PRESSE CANADIENNE

Le ministre fédéral des Transports, Jean Lapierre, estime le temps venu pour le Canada d'examiner les nombreuses restrictions gouvernementales sur les sociétés aériennes du pays et de l'étranger.

En particulier, fait-il savoir, l'examen devrait se pencher sur les limites imposées à la propriété étrangère des transporteurs canadiens, de même que sur la question de savoir si les transporteurs étrangers pourraient être autorisés à concurrencer sur les routes intérieures canadiennes.

> Voir **TRANSPORTEURS** en page 4

## AUJOURD'HUI

**L'économie canadienne ronronne**  
En dépit d'un cinquième repli mensuel d'affilée dans l'industrie de la construction, l'économie canadienne a progressé en termes réels de 0,5 % au mois d'août, soit à un rythme beaucoup plus rapide que la vitesse respectable de 0,3 % prévue par les experts.  
PAGE 3

## Entrevue du samedi: la police de la Bourse

Yves Roussel est de retour à la GRC pour mener les opérations du bureau montréalais de la nouvelle Escouade intégrée des marchés financiers (EIMF), créée en 2003 par le gouvernement fédéral dans la foulée des scandales financiers de Bre-X, Enron, WorldCom, Cinar et Cie.  
PAGE 6

## L'Ontario ouvre ses goussets à Ford

L'Ontario s'inquiète pour l'avenir de sa plus grosse industrie, la construction d'automobiles et de camions légers, qui emploie 135 000 personnes et pèse des dizaines de milliards en activités économiques. Cette inquiétude a franchi un tournant hier à Oakville, en périphérie ouest de Toronto, avec l'annonce de la plus grosse aide gouvernementale jamais accordée à un constructeur d'automobiles en Ontario.  
PAGE 7

## Fin de séance: Domtar

L'entreprise est bien gérée, le cycle économique lui est favorable, les prix pour ses produits montent, mais les astres ne sont toujours pas alignés pour Domtar. Faut-il vendre ou acheter? Cette fois, c'est la forte hausse du dollar canadien qui fait mal à la société papetière de Montréal, même si environ 50 % de sa capacité de production est maintenant aux États-Unis.  
PAGE 9

## LE CHIFFRE DU JOUR

**7075**

Les faillites personnelles étaient à la hausse en septembre au Canada, touchant 7075 personnes comparativement à 6639 le mois précédent. Depuis le début 2004, 63 842 personnes ont fait faillite comparativement à 63 334 pour la même période en 2003.

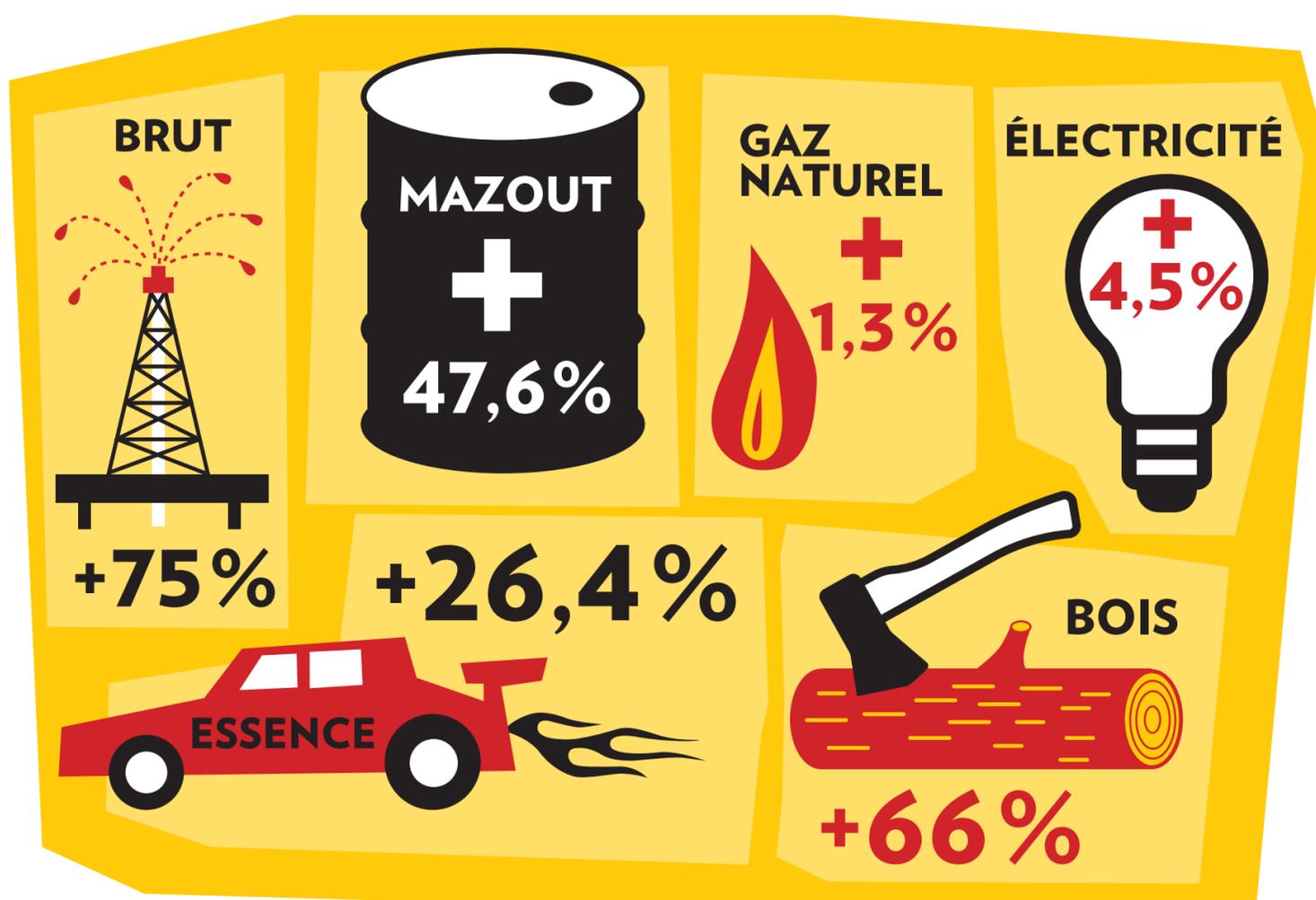
Source : Industrie Canada

## Acqu<sup>z</sup>ition.biz

Pour acheter ou vendre une entreprise:  
www.acqu<sup>z</sup>ition.biz

3264005A

## Chauffage Le coût du mazout en hausse de 30 à 50%



# L'hiver va être long

HÉLÈNE BARIL

**Les Québécois risquent de trouver l'hiver long cette année, surtout ceux qui se chauffent au mazout. En l'espace d'un an, le mazout est passé de la source d'énergie la plus économique à la plus coûteuse pour chauffer une maison.**

Alors que la saison du chauffage vient de commencer, le prix du mazout est déjà à un niveau stratosphérique, soit presque 50 % de plus que l'an dernier. Le prix pour-

rait encore augmenter à mesure que l'hiver s'installera et que la demande augmentera, surtout si le froid extrême se met de la partie.

Selon le ministère américain de l'Énergie, la facture pour une maison chauffée au mazout augmentera cette année de 30 % si l'hiver est doux et de 50 % s'il fait plus froid que la normale.

Dans l'état actuel du marché, ceux qui s'en tireront le mieux sont ceux qui ont conclu l'été dernier un contrat d'approvisionnement à prix fixe ou assorti d'un prix plafond.

Ultramar offrait à ses clients au mois d'août un prix fixe de 51,9 cents le litre et un prix plafond de 52,9 cents litre. Pour un contrat semblable aujourd'hui, il faudrait accepter de payer 61,9 cents pour le prix fixe et 63,9 cents pour le prix plafond, soit 20 % de plus en l'espace de quelques semaines.

### Le cas du gaz naturel

La flambée des prix du pétrole brut, qui coûte 75 % de plus qu'il y a un an, a entraîné à la hausse d'autres formes d'énergie. Le cas

du gaz naturel est un peu particulier.

Comme on peut le voir dans le tableau, le coût du chauffage au gaz est légèrement inférieur à ce qu'il était l'an dernier. Ça s'explique par le fait que la facture des clients de Gaz Métro est l'addition de deux chiffres, le coût du gaz et le coût du transport.

> Voir **CHAUFFAGE** en page 2

### AUTRE TEXTE

La curieuse évolution du prix de l'essence, en page 2

## Lord Black annonce son départ d'Hollinger Inc...

...et le titre gagne plus de 35%

PRESSE CANADIENNE  
ET BLOOMBERG

**TORONTO** – Conrad Black abandonnera ses postes de président du conseil et chef de la direction de Hollinger Inc. d'ici quelques jours, selon un porte-parole du controversé magnat de la presse.

L'information a été rendue publique hier par voie de communiqué, moins de 24 heures après que M. Black eut laissé connaître son intention d'acheter les actions en circulation de Hollinger Inc. — la société de portefeuille torontoise au coeur de son empire financier. Hollinger Inc. serait par la suite transformée en une entreprise privée, sujette à moins d'exigences réglementaires.

Conrad Black dirige Hollinger Inc. depuis plus de 30 ans. Son départ permettrait au conseil d'administration de considérer son offre d'achat.

L'intention de M. Black de démissionner arrive également au moment où Catalyst Fund General Partner I Inc., un nouvel investisseur dans Hollinger Inc., tente, devant les tribunaux, de le déloger, lui et d'autres administrateurs.

La nouvelle semble avoir été bien accueillie par les investisseurs, l'action de Hollinger Inc. ayant gagné 1,54 \$ hier à la Bourse de Toronto pour clôturer à 5,85 \$. La hausse est de 35,7 %.

> Voir **BLACK** en page 4



Conrad Black

PHOTO MIKE MERGEN, BLOOMBERG NEWS



# À VOS AFFAIRES LE DIMANCHE

CE DIMANCHE DANS **LA PRESSE**

**LE CHAUFFAGE**, faut économiser!

# LA PRESSE AFFAIRES

## REPÈRES

### DOLLAR CANADIEN

**82,10** ¢ US

VARIATION **+0,38¢**

**64,17** ¢ € **+0,03¢**

#### SOMME REQUISE POUR ACHETER

UN DOLLAR US: **1,2180\$**

UN EURO: **1,5585\$**

#### TAUX PRÉFÉRENTIEL

**4,25%**

TAUX DE LA BANQUE DU CANADA

**2,5%**

OR (NY gold)

**428,50\$ US** **+3,40\$ US**

PÉTROLE (North sea Brent)

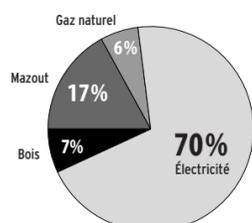
**48,80\$ US** **+0,22\$ US**

### LE PRIX DE L'ÉNERGIE EN HAUSSE

Sources	Octobre 2003	Octobre 2004	Variation
Brut	29,28\$/baril	51,76\$/baril	+75%
Mazout	42¢/litre	62¢/litre	+47,6%
Gaz naturel	6,20¢/GJ	6,28¢/GJ	+1,3%
Électricité	5,97¢/kwh	6,24¢/kwh	+4,5%
Essence	72¢/litre	91¢/litre	+26,4%

### POPULARITÉ DES SOURCES D'ÉNERGIE

Sources	ménages
Électricité	2 126 000
Mazout	519 000
Bois	212 000
Gaz naturel	184 000



### LA FACTURE DE CHAUFFAGE

Sources	Hiver 2003-2004	2004-2005	Variation
Mazout	885\$	1 188\$	+34,2%
Gaz naturel	1 216\$	1 202\$	-1,15%
Électricité	961\$	1 005\$	+4,6%
Bois*	12x75\$=900\$	12x125\$=1 500\$	+66%

\* Basé sur l'achat de 12 tiers de corde, soit 8 pieds de long sur 4 pieds de haut et 16 pouces de large

Sources: Ministère de l'Énergie et des Ressources, Hydro-Québec, Gaz Métro et l'Association québécoise du chauffage au mazout.

## La curieuse évolution du prix de l'essence

HÉLÈNE BARIL

En mai dernier, le prix du pétrole brut venait de grimper pour la première fois au-dessus des 40 dollars américains et l'essence à la pompe frôlait le seuil historique de 1 \$ le litre. Aujourd'hui, même si le baril de pétrole a dépassé les 50 \$ US depuis plusieurs semaines, le litre d'essence coûte moins cher, soit autour de 90 cents. « On serait-tu en train de se faire avoir ou de se conter des histoires ? » s'est interrogé un lecteur au sujet de cette curieuse évolution des prix à la pompe. Il n'est sûrement pas le seul à n'y rien comprendre. La situation semble en effet paradoxale, reconnaît le porte-parole de l'Institut canadien des produits pétroliers, Carol Montreuil.

On peut toutefois l'expliquer de deux façons, selon lui.

D'abord, au printemps, on s'inquiétait des stocks d'essence aux États-Unis, qui risquaient de ne pas suffire à la demande pendant l'été, rappelle-t-il. C'est en été que la demande d'essence atteint son sommet annuel, alors que les automobilistes en vacances cumulent les kilomètres. La spéculation sur les marchés à court terme a alors atteint un niveau élevé, ce qui a poussé les prix de l'essence à la hausse. À mesure que l'été passait, ces inquiétudes se sont atténuées, et les prix à la pompe ont cessé de suivre les hausses du prix du brut.

« Ce sont deux marchés distincts », souligne Carol Montreuil. Les deux varient selon l'offre et la demande, mais le marché de l'essence est sensible aux saisons et aux stocks disponibles tandis que le marché du brut

réagit davantage à l'actualité géopolitique.

L'hiver approche et la spéculation s'est maintenant déplacée vers le marché du mazout. « C'est le cas chaque année », dit Carol Montreuil, qui précise que la spéculation sur les marchés de court terme a toujours existé. « Ça fait partie de l'équation offre-demande et même si les gens voient la spécialisation comme quelque chose de nuisible, elle a sa raison d'être et son utilité dans le marché. »

L'appréciation du dollar canadien face à la devise américaine est l'autre facteur qui a freiné l'augmentation des prix à la pompe. Comme le pétrole se transige en dollars américains, l'impact de la flambée des prix a été compensé en partie par la force du dollar canadien.

Ainsi, le prix du brut a augmenté de 50 % depuis le début de l'année et l'augmentation du prix de l'essence a été de 25 %. La différence peut s'expliquer en partie par l'appréciation du dollar canadien, précise Carol Montreuil. À l'inverse, l'impact de l'augmentation du prix du brut a été plus fort pour les consommateurs américains, dont la devise s'est affaiblie pendant que le prix du pétrole augmentait. Sans la hausse du dollar, les prix à la pompe seraient probablement entre 7 et 10 cents plus élevés qu'ils le sont actuellement, estime le porte-parole de l'ICPP.

La bonne tenue du dollar a donc empêché jusqu'ici le litre d'essence de franchir le cap du dollar, mais pour combien de temps encore ?

« C'est sûr que si le prix du brut continue d'augmenter, on va finir par y arriver », dit Carol Montreuil.

## DILBERT



## L'hiver va être long

### CHAUFFAGE

suite de la page 1

Le coût du gaz a légèrement augmenté par rapport à l'an dernier, mais le coût du transport a diminué, ce qui se traduit par une légère baisse de la facture.

Le prix retenu pour fins de calcul est le prix que paieront les clients de gaz Métro pendant le mois de novembre. Ce prix est ajusté chaque mois et pourrait lui aussi augmenter pendant les mois les plus froids de l'hiver.

Depuis 10 ans, le gaz est la source d'énergie dont le prix a le plus augmenté. La hausse atteint 70 % depuis 1995, comparativement à 56 % pour le mazout et 13 % pour l'électricité.

### Vive la bi-énergie

L'augmentation faramineuse du prix des hydrocarbures a redonné à l'électricité le titre de source d'énergie la moins chère pour chauffer une maison-type de 158 mètres carrés, soit une résidence avec deux chambres (1200 pieds carrés). Même avec les deux hausses de tarifs imposées cette année, chauffer une maison à l'électricité coûte actuellement 18 % de moins qu'au mazout et 20 % de moins qu'au gaz naturel, selon les calculs d'Hydro-Québec.

Ces chiffres ne tiennent pas compte du coût d'achat et d'entretien des équipements de chauffage. Quand ils sont considérés dans le calcul, ces frais supplémentaires augmentent encore l'avantage de l'électricité.

Les clients d'Hydro-Québec qui possèdent un système de chauffage bi-énergie restent encore ceux qui se chauffent au meilleur coût. Pour la même résidence moyenne, le chauffage bi-énergie (électricité + mazout) coûte 30 % de moins que le chauffage tout électrique.

Il y a entre 115 000 et 120 000 abonnés d'Hydro-Québec qui disposent d'un équipement de chauffage bi-énergie, soit environ seulement 3 % du nombre total d'abonnés résidentiels.

Cela s'explique : il faut prévoir l'installation à la construction de la maison, car un ajout dans une résidence déjà chauffée à l'aide de plinthes électriques est pratiquement impossible.

De plus, le coût d'un système bi-énergie sera de 1000 à 1500 \$ plus élevé que celui d'un système central au mazout, qui coûte déjà quelques milliers de dollars.

### Le chauffage au bois en hausse

Ceux qui ont choisi de se chauffer au bois pour échapper aux

fluctuations du marché du pétrole ont quand même vu leur facture augmenter au cours des dernières années.

Depuis un an, le prix du bois de chauffage a augmenté de plus de 50 %, estime Marcel Vézina, un spécialiste de Mesures Canada, une division du ministère fédéral de l'Industrie responsable du respect des règles de mesurage. Le bois de qualité qui se vend pour le chauffage se détaillait entre 60 et 75 \$ la corde de 16 pouces l'année dernière. Il coûte actuellement entre 100 et 130 \$.

Cette poussée des prix est due à

## Affaires

### 710 OCCASIONS D'AFFAIRES

**BLAINVILLE** Bistro déjeuners dîners à vendre 50 000\$. Clientèle établie. 514-710-5378

**COMMERCE** de meubles et accessoires pour enfants, établi depuis 25 ans à Outremont, cherche relève. Cause retraite. Volume 1.25 M \$. Capital requis 300 000 \$. Excellente opportunité! 514 824-8486

**CONSULTANT démarrage d'entreprises** Monsieur G. Savard. Inf.: (450) 670-7487.

**DIRECTEUR D'ÉQUIPE**, 100 000 \$ et +, capitalisation rapide. 514-897-8999.

**ENTREPRISE MANUFACTURIÈRE** bien établie à Vancouver recherche distributeurs exclusifs pour la Prov. de Québec. Demande exceptionnelle. 514-939-9657

**INVESTISSEUR** recherché pour entreprise de services reconnue, 10% d'intérêt garanti, placement sûr. 819-391-3181.

**INVESTISSEUR** sérieux avec solide expérience du monde des affaires, recherche PME rive sud de Mt pour investir et y travailler comme gestionnaire. 514-942-5708 jcharles399@hotmail.com

**LIQUIDATION** Lunettes de lecture à pont aimanté "clic" 5 1 4 - 2 4 7 - 5 4 5 8

**PRÊTS** et subventions des gouvernements pour votre petite entreprise existante ou nouvelle. Appelez 1-800-417-2927.

**RECHERCHE D'UNE PME** Valant de 1 million \$ à 25 millions \$. G.A. BOULET ca, courtier en entreprise. 1-888 ou 514-932-3030

**RETRAIT DES AFFAIRES** importateur/distributeur de poupées en porcelaine de collection. Liquidation de l'inventaire. Laisser message: (514) 934-0059

**RIVE-NORD** promoteur immobilier cherche prêteur privé pour projet à réaliser ou réalisation déjà en cours. 450-820-0056

**SOLUTIONS POUR VOTRE ENTREPRISE** Capital de risques, fonds de roulement, achat d'équipement, terrain, immeuble, 1ère, 2e hyp. Claude St-Onge Ctr (514) 733-4214

**SUPERBE MANOIR** français dans les Laurentides, const. 90, opéré comme spa européen, rentable. Comptant exigé 500 000 \$. Retraite. 819-324-0404

**WWW.DAYTRADERCANADA.COM** Devenez Daytrader cours professionnel de 7 jours • Accès direct NASDAQ, NYSE, TSX • Maison/bureau, temps plein/partiel • Contrôle du risque à 100% • 67h de cours dont 40h de temps réel • Manuel de 400 pages • Ordinateur & logiciels fournis • Le cours à Montréal débute le 11 décembre 2004. • (514) 529-2073 • 1-866-529-2073 •

la popularité des foyers et des poêles à combustion lente et à l'augmentation du coût du bois lui-même. « Le prix des terres à bois a augmenté et il se fait moins de coupe », résume-t-il.

Toutes sources confondues, il en coûtera donc plus cher pour se chauffer l'hiver prochain et la facture énergétique pèsera plus lourd dans le budget des consommateurs. On estime que les Québécois consacrent 7 % de leurs revenus aux dépenses d'énergie.

Compte tenu des perspectives d'augmentation de la demande en énergie et de la disponibilité restreinte de l'offre, le scénario risque de se répéter. Hydro-Québec réclame déjà une augmentation de ses tarifs de 2,7 % à partir du 1er avril prochain.

### BEAUTÉ • PROFITS • SUCCÈS

**Carly Baker VISAGE**

Un chef de file canadien hautement respecté, Carly Baker Visage, depuis plus de 35 ans dans le domaine des cosmétiques et des produits destinés aux soins de la peau pour femme, offre, en ce moment, des occasions de franchisage au Québec.

- Expérience non requise
- Programme de formation complet
- Salons de conception haut de gamme
- Comptant minimum requis : 45 000 \$

Actuellement, nous garantissons un emplacement aux Promenades St-Bruno, au Centre Eaton et à la Place Rosemère. Si vous êtes une personne créatrice et dynamique, possédant un intérêt pour la beauté, veuillez communiquer avec :

**FRISHLING & ASSOCIÉES LTÉE.** (514) 731-9669

### 715 FINANCEMENT

**1RE-2e HYP.** rés. comm. ind. balance vente Dencol 514-342-1356 (agent protégé)

**AI SOLUTION** aux règlements de vos taxes municipales ou de bienvenues au 1-800-461-1333 poste 201.

**FINANCEMENT ET CAPITAL DE RISQUE** www.onyxfinancing.com 514-956-9596

**PRÊTEUR** privé, 1er et/ou 2e Hypothèque. Le tout chez notaire. 514 571-3940

### 716 SERVICES SPÉCIALISÉS

**LA GESTION** de vos imm. brûle votre temps et vos énergies? Confiez la à des Professionnels. Plus 20 ans exp. - Réf. 514-889-5370



**800 Avis**

### 801 AVIS LÉGAUX, APPELS D'OFFRES

**AVIS LÉgal**  
**MICHEL LEMOYNE** contactez Claude Larose en rapport avec la liquidation de la succession de **PAULINE LAROSE**. 418-365-4253 R 801

## POUR FAIRE VIVRE UNE IDÉE BRILLANTE, IL FAUT AVOIR UNE BONNE IDÉE DU FINANCEMENT.

**Vous avez des projets en tête et les yeux tournés vers l'avenir?** Nous sommes des experts en financement ayant à cœur l'expansion de votre entreprise. Nous pouvons vous proposer des solutions personnalisées, complémentaires à celles des institutions financières. Croissance, exportation ou développement technologique... quel que soit votre projet, prenez d'abord contact avec nous.

Investissement Québec vous accompagne jusqu'au bout de vos idées.

1 866 870-0437 | www.investquebec.com

**IQ Investissement Québec**



# LA PRESSE AFFAIRES

## L'économie canadienne ronronne

RUDY LE COURS

En dépit d'un cinquième repli mensuel d'affilée dans l'industrie de la construction, l'économie canadienne a progressé en termes réels de 0,5 % au mois d'août, soit à un rythme beaucoup plus rapide que la vitesse respectable de 0,3 % prévue par les experts.

Statistique Canada a aussi annoncé hier la révision à la hausse de la croissance du produit intérieur brut (PIB) pour les mois de juin et juillet, ce qui ajoute encore à la robustesse de l'économie canadienne en général et aux résultats d'août en particulier.

« Même s'il y avait croissance zéro au mois de septembre, l'économie aurait progressé au rythme annuel de 3,5 %, fait observer Marc Pinsonneault, économiste principal à la Financière Banque Nationale. Avec des résultats pareils, il faut vraiment avoir l'esprit mal tourné pour chercher des poux. »

Au sud de la frontière, on a appris aussi hier que l'économie américaine avait crû de 3,7 % en rythme annuel au troisième trimestre, un bon score qui a déçu les analystes qui tablaient sur des résultats mirobolants de 4,3 %. Le déficit commercial abyssal et la faible reconstruction des stocks expliquaient l'écart entre leur rêve et la réalité. Les experts se montrent désormais plus préoccupés par le taux d'épargne anémique qui freinera la consommation des ménages au cours des prochains mois, surtout avec la flambée des prix du pétrole qui fera grimper la facture de chauffage.

Aux premier et deuxième trimestres, les chiffres révisés montrent un PIB canadien qui a avancé de 3,1 % et de 3,8 %, effaçant du coup le peu d'écart entre l'économie réelle et son plein potentiel. Pour le troisième trimestre, dont les résultats sont attendus à la fin du mois prochain, la Banque du Cana-



PHOTO BOB SKINNER, LA PRESSE ©

Seule exception dans la production de biens, le secteur de la construction essuie son cinquième repli d'affilée en dépit d'une hausse des mises en chantier durant le mois un peu partout sauf au Québec. C'est la construction non résidentielle qui recule de 1,2 %, une situation qui n'inquiète guère avec le lancement dès l'an prochain des chantiers de deux terminaux de liquides de gaz naturels.

da mise sur une progression de 3 %, cible qui sera aisément dépassée, à la lumière des données publiées hier. « Les probabilités d'un nouveau tour de vis sur les taux d'intérêt le 7 décembre augmentent avec les chiffres publiés hier », note Benoit P. Durocher, économiste au Mouvement Desjardins.

Cela va continuer de doper le huard au cours des prochaines semaines. Hier, il s'est négocié une bonne partie de la journée au delà des 82 cents US d'équivalence face au billet vert avant de compléter la semaine à 82,10 cents US, en haus-

se de 38 centièmes par rapport à jeudi.

Quatorze des 18 secteurs industriels d'importance surveillés par l'agence fédérale étaient en hausse durant le mois d'août grâce surtout à la robustesse de la demande intérieure.

### Les usines bourdonnent

Pour le sixième mois d'affilée, la production industrielle était à la hausse, de 0,9 % cette fois-ci. Le secteur manufacturier a fait un bond de 1 %, celui des mines de 0,4 % malgré une grève dans une

importante mine de fer, tandis que les services publics (dont l'électricité) gonflaient leur production de 1,2 %.

Le secteur de la fabrication connaît une hausse de 8,8 % depuis le début de l'année, n'étant éclipsé que par les ventes de gros. Fait des plus encourageants, l'agence fédérale publiait jeudi les résultats de son enquête trimestrielle faisant état d'attentes des manufacturiers à une accélération de leur production au quatrième trimestre, malgré la force du huard.

« Au quatrième trimestre, le sec-

teur public apportera une forte contribution à la croissance compte tenu des surplus fédéraux et de ses engagements à investir davantage dans la santé », prédit en outre Gillian Manning, économiste au Groupe financier Banque TD.

En août, la production de voitures et de pièces d'autos a grimpé de 3,8 %, rattrapant le long ralentissement de juillet. La production de machinerie, moteurs, turbines et matériel de transmission a bondi de 9,1 %.

Seule exception dans la production de biens, le secteur de la construction essuie son cinquième repli d'affilée en dépit d'une hausse des mises en chantier durant le mois un peu partout sauf au Québec. C'est la construction non résidentielle qui recule de 1,2 %, une situation qui n'inquiète guère avec le lancement dès l'an prochain des chantiers de deux terminaux de liquides de gaz naturels au Cap-Breton et au Nouveau-Brunswick qui injecteront environ 1,5 milliard de dollars dans le secteur.

### Les services fourmillent

Les grossistes ont continué de brasser de bonnes affaires. Leur secteur a crû de 0,4 % durant le mois et de 15,1 % depuis le début de l'année. Les détaillants ont connu un bon mois avec un bond de 1,1 % : seuls les magasins de vêtements ont eu à subir un certain recul.

Les services professionnels ont continué de prospérer tant dans les secteurs financier, médical, scientifique, environnemental qu'artistique.

Une exception notoire là aussi : l'hôtellerie. L'agence fédérale note que moins d'Américains que prévu ont traversé la frontière durant le mois, en raison des délais très longs aux postes frontière. En revanche, le flux des touristes étrangers venus d'ailleurs était à la hausse.

## La croissance accélère mais reste décevante à l'approche des élections

CLAIRE GALLEN  
AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON – La croissance américaine a un peu accéléré au troisième trimestre, grâce au sursaut des consommateurs, mais elle reste décevante par rapport aux prévisions, et ce rapport mitigé apporte de l'eau au moulin des deux candidats à quatre jours de la présidentielle.

La croissance du produit intérieur brut (PIB) a progressé de 3,7 % en rythme annuel au troisième trimestre, après 3,3 % au deuxième. Le chiffre publié hier par le département du Commerce a cependant déçu les analystes qui tablaient sur 4,3 %.

L'accélération s'explique avant

tout par les consommateurs, qui ont repris du poil de la bête (+4,6 % pour leurs dépenses) après un deuxième trimestre décevant. Les Américains ont en effet beaucoup acheté de biens durables comme des voitures, conséquence logique de la guerre des prix que se livrent les constructeurs.

Mais deux facteurs ont pesé sur la croissance : le déficit commercial et la frilosité des entreprises à reconstituer leurs stocks.

À l'heure où le déficit se creuse à des niveaux records, la balance commerciale a retiré l'équivalent de 0,62 point à la croissance, car les importations ont certes ralenti (+7,7 %), mais les exportations aussi (+5,1 %).

Les entreprises, qui avaient pris le relais de la croissance au printemps, ont cette fois contribué à la ralentir avec des stocks anémiques, qui ont retiré l'équivalent de 0,48 point à la croissance.

Tout bien pesé, c'est un chiffre qui donne des armes au président George W. Bush comme à son rival John Kerry à quatre jours de la présidentielle.

« Ce rapport est neutre, il ne change pas grand-chose pour aucun des candidats », estime John Lonski, de Moody's Investor Services.

Appuyant sur l'accélération du PIB, le secrétaire au Trésor, John Snow, s'est empressé de souligner la « forte performance » de l'économie en y voyant l'effet de la politi-

que de baisse d'impôts de M. Bush. « Notre économie croît quand elle reçoit le bon stimulus », a-t-il affirmé dans un communiqué.

Mais les démocrates ont souligné le chiffre inférieur aux attentes pour dénoncer une reprise « décevante ». « Les familles des classe moyenne vont trouver difficile d'avalier le discours du gouvernement Bush comme quoi c'est le meilleur économie que nous ayons eue en une génération », a assuré Gene Sperling, le responsable économique de la campagne démocrate.

Au bout du compte, le rapport ne change rien à une situation économique délicate à défendre pour le président sortant.

« Le PIB est une abstraction pour la plupart des gens, ce qui compte le plus est l'emploi », or « l'économie actuellement peut se résumer par une situation de faibles créations d'emplois », souligne M. Lonski.

Seuls 96 000 emplois ont été créés en septembre. C'est une situation d'autant plus étonnante à ce stade de la reprise que les entreprises affichent une bonne santé financière et investissent massivement.

« Cela n'est pas bon pour Bush, et une autre chose qui le lèse est la faiblesse de la Bourse ces derniers temps », ajoute M. Lonski.

Mais le prochain président risque de prendre ses fonctions dans un environnement encore plus affaibli, à cause de la flambée du pétrole et des incertitudes toujours présentes.

« Nous risquons d'avoir un ralentissement des achats de biens durables et une modération des investissements, donc la croissance devrait être plus faible au quatrième qu'au troisième trimestre », avertit l'économiste indépendant Joel Naroff.

## Baisse des exportations de marchandises du Québec

PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC – Les exportations internationales de marchandises du Québec ont fléchi de 6,3 % en août par rapport à juillet, même si elles affichent une solide progression de 5 % pour les huit premiers mois de 2004 par rapport à la période correspondante de l'année dernière.

Selon les données rendues publiques hier par l'Institut de la statistique du Québec (exprimées en dollars constants désaisonnalisés, selon les prix de 1997), le recul du mois d'août est essentiellement attribuable aux exportations d'avions et de moteurs d'aéronefs, qui ont chuté de 66 % par rapport au mois de juillet et de 34,6 % par rapport à août 2003.

L'équipe de Robert Gauvreau, c.a. de **FINANCIÈRE BANQUE NATIONALE** organise une conférence donnée par :  
*Maxime Ménard, associé*  
**JARISLOWSKY FRASER**  
Sujet : perspectives pour le marché boursier et stratégies de portefeuille à privilégier  
Date : Le mardi 11 novembre 2004 à 16 h 30  
Les places sont limitées. SVP confirmer votre présence :  
Isabelle Senecal (514) 879-3751

**FINANCIÈRE BANQUE NATIONALE** **FCPE**

**ATTENTION INVESTISSEURS**

**À VENDRE**

**RÉSIDENCES D'AÎNÉS GRAND MONTRÉAL**

**Prix : 3 500 000 \$**  
**Revenus nets avant financement 360 000 \$**  
**Re/Max Métro inc.**  
**Tél. : (514) 644-4444**

**www.richardperreault.ca**

**McGill** **ASQ**

Devenez un Chef de file en Qualité!

Le Programme de Maîtrise en Gestion de la Production (Master in Manufacturing Management) à l'Université McGill et l'American Society for Quality

ont établi une collaboration professionnelle pour offrir le programme suivant :

**PROGRAM for QUALITY LEADERSHIP**

avec une suite de cours menant à

Certified 6 Sigma Black Belt  
Certified 6 Sigma Green Belt  
Certified Quality Manager (CQM)  
Certified Quality Engineer (CQE)  
ISO Certification Process

Des cours sur mesure sont aussi disponibles pour l'industrie.

Les cours débutent en novembre et sont uniquement offerts en anglais.

SVP contacter 514-398-7201  
mmm.mecheng@mcgill.ca  
www.mmm.mcgill.ca

**1946 - 2004**

C'est avec grande tristesse que nous annonçons le décès de Robert Werbrouck survenu le mardi 12 octobre 2004. Robert Werbrouck était le vice-président opérations de Kamtech Services Inc. - Division de l'Est.

Vous étiez notre force, notre lumière et notre grand ami.

Vous nous manquerez beaucoup.

Les employés de Kamtech Services Inc. **Kamtech Services**

## LA PRESSE AFFAIRES

## Ottawa entrouvre la porte aux transporteurs américains

TRANSPORTEURS  
suite de la page 1

« Je crois qu'une grande occasion s'offre à nous de créer une politique du transport aérien qui servira bien le Canada pendant les 10 prochaines années », a soutenu M. Lapierre.

Les conditions sont favorables au changement étant donné la croissance économique, la revitalisation d'Air Canada et les solutions de rechange qu'offrent les transporteurs plus modestes tels que WestJet, CanJet et Jetsgo.

« L'un des principaux problèmes auxquels il faut nous attaquer, à mon avis, est celui de la libéralisation de nos politiques », a dit le ministre.

« Pendant près d'un quart de siècle, la politique aérienne du

gouvernement fédéral a visé à protéger ce que nous avons plutôt que de bâtir quelque chose de meilleur », a-t-il ajouté.

Hier, M. Lapierre a dit qu'il n'écarterait pas l'idée d'une action unilatérale dans ce dossier, tout en ajoutant que le secrétaire américain au Transport, Norman Mineta, avait indiqué récemment qu'il était intéressé à des pourparlers bilatéraux pour élargir l'accord de « ciel ouvert » de 1995 qui a aboli certaines barrières entre les deux pays.

« Il est évident que des accords bilatéraux sont préférables, a dit M. Lapierre. Nous allons laisser le comité faire son travail et nous verrons. »

Il est peut-être dans les meilleurs intérêts économiques du Canada de permettre à des

transporteurs étrangers un plus grand accès aux routes intérieures, a dit le ministre, ajoutant que « des tas de gens » lui avaient dit qu'il était temps de réétudier cette politique.

« Et c'est ce que nous avons l'intention de faire », dit-il.

## Air Canada content

Chez le plus gros transporteur au pays, Air Canada, on se réjouit de l'intérêt manifesté par le ministre Lapierre envers l'élargissement de l'accord de « ciel ouvert » avec les États-Unis.

« Félicitations pour vos efforts de libéraliser le transport aérien international, dont tous les intervenants profiteront », a écrit le président d'Air Canada, Robert Milton, dans une lettre envoyée dès hier au ministre.

« Air Canada a la volonté et de nouveau la capacité de mener le Canada vers l'avenir du transport aérien international. Mais pour ce faire, nous avons besoin de votre assistance pour exploiter les occasions d'affaires immédiates qui s'offrent en obtenant l'accès à tous les importants marchés des États-Unis. »

Dans sa lettre, Robert Milton indique au ministre que la priorité devrait être de négocier une libéralisation complète du transport aérien avec les États-Unis. Le président d'Air Canada cite le modèle d'intégration continentale du transport aérien qui a été mis en place par les pays membres de l'Union européenne.

« Les transporteurs aériens du Canada et des États-Unis devraient d'abord bénéficier d'une

liberté complète et réciproque sur leur propre marché, c'est-à-dire l'Amérique du Nord, pour concurrencer efficacement sur le marché mondial », écrit M. Milton.

Par ailleurs, l'intention manifestée par le ministre Lapierre de réviser la limite de propriété étrangère au capital des transporteurs canadiens, qui est fixée à 25 % dans la législation fédérale, a aussi été accueillie favorablement chez Air Canada.

« Ça fait déjà un bon moment que nous avons déclaré notre intérêt de voir cette limite haussée à 49 %. Nous croyons que ça faciliterait notre accès au capital sur les marchés financiers et auprès d'investisseurs particuliers », a indiqué la porte-parole du transporteur à Toronto, Laura Cooke.

## École de gestion John-Molson



Portrait d'une réussite

## Nos diplômés : une tradition de leadership exceptionnel

Pour célébrer le 30<sup>e</sup> anniversaire de l'Université Concordia, l'École de gestion John-Molson a récemment rendu hommage aux diplômés-es suivants lors d'une soirée de gala à l'Hôtel Ritz-Carlton. L'événement était sous la présidence d'honneur de M. William Kovalchuk (BComm 1983), président, Corporation de gestion Claret.

Merci à tous d'avoir fait de cette soirée un succès retentissant.

**Steven Arless**  
(Scolarité MBA – 1981)  
Président et chef de la direction  
CryoCath

**Alain Benedetti**  
(BComm – 1970)  
Vice-président et associé  
directeur pour le Canada  
(à la retraite)  
Ernst & Young

**Adrian Bercovici**  
(BComm – 1973)  
Fondateur et directeur général  
Fondation Générations

**Robert J. Briscoe**  
(MBA – 1973)  
Président et directeur général  
Distribution AlimPlus Inc.

**Robert Courteau**  
(BComm – 1981)  
Président  
SAP Canada Inc.

**Sue Dabrowski**  
(BComm – 1981)  
Directrice générale  
Association québécoise de  
l'aérospatiale (AQA)

**Dino Dello Sbarba**  
(BComm – 1978, CMA – 1986)  
Président et chef de l'exploitation  
Saputo, division Fromage  
(États-Unis)

**Marc DeSerres**  
(BComm – 1975)  
Président  
Omer DeSerres

**W. Brian Edwards**  
(BComm – 1971)  
Fondateur  
BCE Emergis

**Elliott Ettenberg**  
(BComm – 1969,  
MBA – 1974)  
Président et chef de la direction  
Ettenberg & Company, Inc.

**Nicole Fauré**  
(BComm – 1984)  
Propriétaire  
Fauré Gestion Conseil, Inc.

**Robert Frances**  
(BComm – 1987, MBA – 1991)  
Président et chef de la direction  
Groupe financier Peak

**Norman Hébert Jr.**  
(BComm – 1977)  
Président et chef de l'exploitation  
Groupe Park Avenue, Inc.

**Ashkan Karbasfrooshan**  
(BComm – 1999)  
Vice-président – Publicité et  
relations publiques  
AskMen.com

**Melanie Kau**  
(Executive MBA – 1992)  
Présidente  
Mobilia

**Randall Kelly**  
(BComm – 1978)  
Président  
Formula Growth Ltd.

**Peter Kruyt**  
(BComm – 1978)  
Président et directeur  
Power Technology Investment  
Corp.

**Power Pacific Corporation**  
Limited  
Vice-président  
Power Corporation du Canada

**Mario Lecaldare**  
(BComm – 1980, MBA – 1985)  
Vice-président directeur et  
directeur financier  
Kruger

**Hazel Mah**  
(BComm – 1978, MBA – 1981)  
Propriétaire  
Le Piment Rouge

**Jean-Yves Monette**  
(BComm – 1976)  
Président et chef de la direction  
Van Houtte Inc.

**David Moss**  
(BComm – 1989)  
Directeur général  
Opéra de Montréal

**Andrea Martin**  
(BComm – 1983)  
Présidente et chef de la direction  
Reader's Digest Association  
(Canada) Limited

**Thuan Nguyen**  
(BComm – 1999)  
Copropriétaire  
CMDStore.com

**Diane Oliver**  
(Executive MBA – 1991)  
Vice-présidente générale –  
Marketing  
Birks

**Domenic Pappadia**  
(BAdmin – 1990)  
Président  
Immeubles Fédéral Enr.

**Georges Paulez, CA**  
(BComm – 1977)  
Directeur général et chef  
de la direction  
Mirabaud Canada Inc.

**Richard Renaud**  
(BComm – 1969)  
Président et chef de la direction  
TNG Corporation Inc.

**Président et associé directeur**  
Wynnchurch Capital  
Président  
Agences Whitehall Inc. et  
Pethealth

**Sebastian van Berkomp**  
(BComm – 1969)  
Président  
Van Berkomp et Associés Inc.

**Mackie Vadacchino**  
(BComm – 1982, MBA – 1984)  
Présidente  
Les Aliments Soyummi Foods

**Ivan Velan**  
(BComm – 1968)  
Président et vice-président  
directeur  
Velan Inc.

**Jonathan Wener, O.C.**  
(BComm – 1971)  
Chef de la direction  
Canderel

Lord Black annonce  
son départ d'Hollinger Inc...BLACK  
suite de la page 1

M. Black est en guerre avec les investisseurs minoritaires depuis mai 2003 lorsque Tweedy Browne Co. et d'autres actionnaires d'Hollinger International l'ont accusé d'utiliser son réseau de sociétés de portefeuille pour s'enrichir et enrichir ses associés. Ces actionnaires ont réclamé une enquête par le conseil d'administration.

Ce dernier évinça M. Black de son poste de président de Hollinger International en janvier dernier et lui a intenté une poursuite devant un tribunal de Chicago pour récupérer plus de 380 millions de dollars américains. Un rapport produit par la compagnie en août dernier accusait M. Black et ses associés d'avoir siphonné 95 % des bénéfices nets de la compagnie sur une période de sept ans.

L'avocat de Conrad Black, Alan Mark, a fait connaître le projet de démission de M. Black au moment où un juge devait se pencher sur une demande de Catalyst Fund General Partner I Inc., qui détient 37 % des actions privilégiées de Série II d'Hollinger Inc., de démettre M. Black, sa femme et leurs alliés de leurs fonctions de membres du conseil d'administration.

L'audience a été remise à mardi prochain parce que David Moore, avocat de Catalyst, a fait savoir qu'il n'avait pas fini d'interroger les personnes impliquées dans cette affaire.

L'offre de démission fait en sorte que l'audience n'est plus nécessaire, avance M. Mark. Pour sa part, M. Moore n'en est pas convaincu.

« La question de la démission de Lord Black est en suspens depuis le 1<sup>er</sup> septembre, a dit M. Moore à la cour. Elle ne s'est pas encore produite. »

Sauf un accord d'ici là sur la composition du nouveau conseil d'administration, le juge a dit qu'il entendrait l'affaire mardi prochain.

L'offre de privatiser Hollinger Inc. annoncée jeudi est l'initiative de Ravelston Corp., une société privée contrôlée par Conrad Black. Ravelston contrôle à son tour Hollinger Inc. Plus tôt cette année, l'entreprise détenait une participation de 78 % dans Hollinger Inc.

Hollinger International — qui détient entre autres le *Chicago Sun-Times* et le *Jerusalem Post* — est le principal actif de Hollinger Inc.

L'entreprise de Chicago a récemment vendu le *London Telegraph* pour environ 1,2 milliard US à des intérêts britanniques.

Quel  
modèle  
pour le  
Québec?

Les conférences  
LA PRESSE  
Radio-Canada

Inspirations  
Perceptions  
Réflexions

Le mercredi 1<sup>er</sup> décembre 2004 au Centre Sheraton à Montréal de 8 h à 17 h

## AVENIR DES PETITES NATIONS: POSSIBILITÉS ET CONTRAINTES

Les petites nations ont-elles la possibilité de sortir du modèle dominant et d'adopter un modèle distinct de développement socio-économique? Quelle est leur marge de manœuvre?

- **Michael Keating**, professeur d'études régionales, European University Institute, Florence
- **Stéphane Paquin**, professeur associé au Département d'histoire, UQAM, auteur de *La revanche des petites nations*
- **Earl Fry**, professeur d'études canadiennes, Département de science politique, Brigham Young University, Utah, États-Unis

## ENVIRONNEMENT ET ÉNERGIE, FAUT-IL CHOISIR?

Cet atelier vise à présenter une étude de cas concrète de l'un des dilemmes du modèle québécois. C'est aussi l'un des grands débats publics de la société québécoise actuelle.

- **André Caillé**, président-directeur général d'Hydro-Québec
- **Laurent Lepage**, titulaire de la Chaire d'études sur les écosystèmes urbains, professeur au Département de science politique et à l'Institut des sciences de l'environnement, UQAM
- **Jerry Taylor**, directeur des études en ressources naturelles, CATO Institute, Washington DC, États-Unis

**DÉJEUNER-CAUSERIE avec JACQUES ATTALI.** Fondateur et premier Président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), ancien conseiller d'État du président français, Monsieur François Mitterrand, écrivain et auteur de *Les Juifs, le monde et l'argent* et de *L'Homme Nomade*. En collaboration avec le



## SUÈDE, IRLANDE, FRANCE: LEÇONS ET INSPIRATIONS

Une occasion d'examiner et de s'inspirer des expériences d'ailleurs, en l'occurrence la Suède, l'Irlande et la France, en vue de déterminer ce dont on peut s'inspirer ou éviter.

- **Joakim Palme**, directeur de l'Institut d'études prospectives de Stockholm, Suède
- **Frank Barry**, professeur d'économie, University College Dublin, Irlande
- **Nicolas Baverez**, historien et économiste, auteur de *La France qui tombe*, France

## A-T-ON LES MOYENS DU MODÈLE QUÉBÉCOIS?

Certains disent que le modèle coûte trop cher, d'autres au contraire rappellent que les bénéfices du modèle québécois sont évalués.

- **Jean-François Lisée**, directeur exécutif du Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal; écrivain et journaliste, il a également été conseiller politique
- **Brian Lee Crowley**, président de l'Atlantic Institute for Market Studies et spécialiste de politiques sociales
- **Wendy Thomson**, conseillère auprès du premier ministre Tony Blair et directrice du Bureau de la réforme des services publics, Londres, Grande-Bretagne

www.lesconferences-lapresse-radio-canada.ca • (514) 288-5759





# CLAUDE PICHER

LA VIE ÉCONOMIQUE

## Épargnes et études

Peu de gens, au Québec, remettent en question le tabou des droits de scolarité. Les étudiants québécois inscrits au premier cycle universitaire peuvent s'attendre à déboursier aux alentours de 1700 \$ en droits de scolarité annuels. En Ontario, le chiffre correspondant est de 4900 \$. La moyenne canadienne est de 4025 \$.

Pour les bien-pensants, le maintien des droits de scolarité à des niveaux dérisoires permet à tous les jeunes, peu importe le niveau de revenus de leurs parents, d'accéder aux études universitaires et d'augmenter ainsi leurs chances de réussite sur le marché du travail.

Ce principe est intouchable. Lorsque Mario Dumont, au cours de la dernière campagne électorale, a parlé de revoir le gel des droits de scolarité, une mesure qui tombe sous le sens, il s'est fait varloper par tout ce que le Québec compte d'imams de la rectitude politique.

Pourtant, tout noble soit-il, ce beau principe camoufle des effets pervers déplorables. On peut même dire qu'il ne favorise pas, mais qu'il contribue à défavoriser l'accès aux études universitaires.

Une brillante étude de l'économiste Sophie Lefebvre, analyste à la Division de la statistique du revenu à Statistique Canada, établit en effet que le taux d'épargne pour études universitaires varie selon les provinces, et que ces variations vont de pair avec l'ampleur des droits universitaires : plus les droits sont bas, moins les parents sont encouragés à épar-

gner pour financer les études de leurs enfants.

Les résultats de la recherche viennent d'être publiés par la revue *L'Emploi et le revenu en perspective*, une publication spécialisée de Statistique Canada<sup>1</sup>. Les travaux de M<sup>me</sup> Lefebvre constituent certainement un apport majeur dans le dossier.

Au Québec, province où les droits sont plus bas que n'importe où ailleurs au Canada, seulement 41 % des parents épargnent en vue de financer les études de leurs enfants. C'est la proportion la plus basse au Canada. En Ontario, cette proportion atteint 54 %. La moyenne canadienne est de 50 %. Ces chiffres comprennent les contributions aux régimes enregistrés d'épargne-études (REEE), ainsi que tous les montants mis de côté à l'extérieur des REEE, spécifiquement en vue de financer les frais des futurs étudiants.

En clair, cela veut dire que 1,6 million de jeunes Québécois, âgés aujourd'hui entre 0 et 18 ans, pourront compter sur l'argent épargné par leurs parents lorsqu'ils s'inscriront à l'université. Par contre, 2,9 millions de jeunes Ontariens sont dans la même situation. Compte tenu du poids démographique des deux provinces, le retard du Québec saute aux yeux.

Ce n'est pas tout. Les sommes mises de côté diminuent avec l'importance des droits de scolarité. « Les parents s'attendent vraisemblablement à ce que leurs enfants étudient dans leur propre province, et ils planifient leurs économies en

conséquence », note M<sup>me</sup> Lefebvre. « Ainsi, les enfants vivant au Québec, dans les provinces de l'Atlantique et au Manitoba avaient les économies les plus faibles ; le Québec, Terre-Neuve-et-Labrador et le Manitoba avaient également les plus bas droits de scolarité au premier cycle universitaire. »

L'étude confirme par ailleurs ce que de nombreuses recherches ont déjà démontré : l'accès aux études postsecondaires est étroitement lié à la capacité financière des parents.

Ainsi, dans un ménage comptant deux adultes et deux enfants, et

lants parents devraient mériter une admiration et une reconnaissance particulières.

Ces chiffres indiquent que les chances d'accéder aux études supérieures favorisent largement les nantis. En ce sens, le gel des droits de scolarité représente un transfert d'argent de l'ensemble des contribuables vers les familles à revenus élevés. Comme mesure de justice sociale, on a déjà vu mieux.

La recherche effectuée de nombreux recoupements qui éclairent de

**Au Québec, province où les droits sont plus bas que n'importe où ailleurs au Canada, seulement 41 % des parents épargnent en vue de financer les études de leurs enfants. C'est la proportion la plus basse au Canada. En Ontario, cette proportion atteint 54 %.**

dont le revenu total avant impôts et retenues se situe à 80 000 \$ ou plus, il y a 68 % de chances que les parents aient déjà mis de l'argent de côté pour financer les études universitaires de leurs enfants. Le montant épargné atteint en moyenne 11 400 \$.

Si le revenu du ménage tombe à 50 000 \$, cette proportion tombe à 46 %, et les sommes mises de côté se situent en moyenne à 6900 \$. Enfin, seulement 29 % des familles dont le revenu est inférieur à 30 000 \$ trouvent le moyen d'économiser pour les études postsecondaires de leurs enfants, et leurs épargnes moyennes sont de 5400 \$. Compte tenu de l'effort d'épargne qu'ils doivent s'imposer, ces vail-

nombreux aspects de la question.

Ainsi, la proportion d'épargnants frise les 68 % chez les propriétaires sans hypothèque, avec un montant moyen de 14 000 \$ ; chez les locataires, seulement 32 % des ménages économisent en vue des études, et leurs épargnes se situent en moyenne à 5300 \$.

Indépendamment des revenus, plus les enfants ont des rendements scolaires élevés, plus leurs parents ont tendance à épargner. Ainsi, 55 % des parents de petits bolés qui récoltent des notes de 80 % ou plus à l'école mettent de l'argent de côté ; cette proportion dégringole à 28 % lorsque les notes tombent en bas de 69 %.

Par ailleurs, plus les parents par-

lent avec leurs enfants au sujet de l'école, des choses qu'ils étudient, de leurs activités scolaires, plus ils sont portés à prévoir du financement postsecondaire.

Enfin, il est remarquable de constater l'impact de la *Subvention canadienne pour l'épargne-études*, introduite dans le budget de 1998 de Paul Martin, sur le REEE. Ce programme veut encourager les parents à épargner pour financer les études postsecondaires de leurs enfants. Pour cela, Ottawa ajoute une subvention de 20 % au montant de la cotisation dans un REEE, jusqu'à

un maximum de 400 \$ par bénéficiaire. En 1999, première année complète d'application du programme, 16 % de tous les jeunes Canadiens âgés de moins de 19 ans étaient bénéficiaires d'un REEE établi par leurs parents. En 2002, cette proportion a bondi à 27 %, une spectaculaire hausse de 69 % en trois ans.

**1 : L'Emploi et le revenu en perspective est une publication de haut calibre, et qui produit tous les trois mois une foule d'études fort intéressantes. Ainsi, dans le dernier numéro (automne 2004), en plus de l'étude citée dans cette chronique, on peut trouver un portrait passionnant de la situation des nouveaux immigrants sur le marché du travail, un dossier fouillé sur les dépenses de consommation, un autre sur le coût de l'habitation des personnes âgées, et une étude solidement documentée sur l'évolution du taux de syndicalisation au Canada. La publication n'est pas disponible gratuitement. Pour y avoir accès, il faut s'abonner (63 \$ par année) en contactant Statistique Canada.**

## EnCana vend ses actifs en mer du Nord pour 2,1 milliards US

AGENCE FRANCE-PRESSE

CALGARY — Le groupe pétrolier et gazier canadien EnCana a annoncé hier la vente de ses actifs en mer du Nord, comprenant notamment une participation de 43,2 % dans le gisement Buzzard, à la société canadienne Nexen pour environ 2,1 milliards de dollars américains comptant.

EnCana, premier groupe indépendant du secteur au Canada, a aussi annoncé dans un communiqué son intention de se départir de ses actifs en Équateur et dans le golfe du Mexique.

Les actifs du groupe en mer du Nord incluent aussi des participations dans les gisements Scott et Telford et des droits d'exploration sur plusieurs milliers d'hectares. À la fin de 2003, les réserves prouvées d'EnCana en mer du Nord s'établissaient à 129 millions de barils équivalents de pétrole, selon le groupe.

EnCana a indiqué qu'il comptait se concentrer

sur la production de gaz naturel en Amérique du Nord et sur l'extraction de pétrole à partir des sables bitumineux de l'Alberta, dans l'Ouest canadien.

« Nous reconnaissons que le projet Buzzard est un de classe mondiale, avec un très fort potentiel. Cependant, la vente des actifs au Royaume-Uni nous donne l'occasion d'encaisser une valeur substantielle pour nos actionnaires à un prix élevé pour le pétrole », a affirmé le groupe dans un communiqué.

En Équateur, le groupe possède 100 % du gisement Tarapoa, dont la production atteint 42 000 barils par jour, et des participations dans plusieurs autres champs pétrolifères. À la fin de 2003, ses réserves prouvées dans ce pays totalisaient, selon lui, 162 millions de barils.

L'action d'EnCana s'est appréciée de 1,90 \$ (3,25 %), à 60,40 \$ hier, à Bay Street, tandis que celle de Nexen glissait de 1,26 \$ (2,4 %), à 51,79 \$.

## FAITES LE BILAN

LA PRESSE AFFAIRES.com



CONCRÉTISEZ VOS PLANS D'AFFAIRES



Bénéficiez d'une combinaison d'avantages qui répond vraiment aux besoins des entrepreneurs en adhérant dès aujourd'hui à la **carte PREMIA affaires MasterCard** de la Banque Nationale :

- Possibilité de **séparer les dépenses personnelles des dépenses d'affaires**
- **Des centaines de dollars d'économies** par année chez des partenaires réputés tels que Ultramar
- **Un programme de récompenses** offrant des articles de marques reconnues et des crédits de 100 \$
- Une gamme d'**assurances et assistances** sécurisantes dont une protection achats de 90 jours et une garantie prolongée

TAUX EXCEPTIONNEL DE **1,9 %\***

Adhérez dès maintenant au **1 866 222-2239** ou visitez le **www.bnc.ca/premia**.



\* Cette offre prend fin le 15 décembre 2004. Applicable sur tous les transferts de soldes, les avances de fonds et la protection de découvert pour les trois premiers mois. Par la suite, le taux d'intérêt en vigueur s'appliquera, lequel est actuellement de 18,9 %. Les frais annuels de la carte PREMIA affaires MasterCard sont de 45 \$ pour la carte principale et de 25 \$ pour chaque carte additionnelle. Les frais annuels exigibles afin de bénéficier des avantages du programme de récompenses sont de 60 \$ pour la carte principale et de 25 \$ pour chaque carte additionnelle.

## HEC Montréal à Lanaudière

**Cinq programmes offerts dès janvier 2005**

- > Certificat en gestion d'entreprise
- > Certificat en gestion des ressources humaines
- > Certificat en gestion des opérations et de la production
- > Certificat en supervision
- > Diplôme d'études supérieures spécialisées en gestion (2<sup>e</sup> cycle)

**www.hec.ca/programmes**

**Admission – date limite**  
**1<sup>er</sup> décembre 2004**

Campus de Lanaudière de l'Université de Montréal  
950, Montée des pionniers, bureau 200, Terrebonne

Pour information : (514) 340-6151

HEC Montréal est la seule école de gestion en Amérique du Nord à détenir cette triple reconnaissance internationale hautement convoitée.

## LA PRESSE AFFAIRES

Entrevue du samedi Guy Roussel, de l'Escouade intégrée des marchés financiers

## La police de la Bourse

DENIS ARCAND

Un matin, il y a un an, le téléphone sonne au bureau de l'ancien enquêteur de la GRC, Yves Roussel, passé au secteur privé depuis 2001, comme directeur des enquêtes internes d'une banque canadienne.

M. Roussel, ancien directeur de la section montréalaise des délits commerciaux de la GRC, travaillait à la banque depuis sa retraite de la police fédérale, après une carrière de 28 ans majoritairement vouée aux enquêtes de crimes économiques et de corruption.

Au bout du fil, son ancien patron, le surintendant adjoint Pierre Droz, lui demande s'il est intéressé à revenir à la GRC pour ouvrir le bureau montréalais de la nouvelle Escouade intégrée des marchés financiers (EIMF), créée en 2003 par le gouvernement fédéral dans la foulée des scandales financiers de Bre-X, Enron, WorldCom, Cinar et Cie.

« Quand j'ai compris le mode de fonctionnement prévu pour ces unités, je me suis dit : c'est presque un rêve. J'avais de la misère à le croire », raconte M. Roussel en entrevue à *La Presse Affaires*. Le policier qui a fait enquête sur des fraudes de toutes sortes, estime que les EIMF sont la meilleure formule qu'il ait jamais vue pour lutter contre les fraudes complexes commises par ou contre des firmes inscrites en Bourse. Le genre de crime sophistiqué et de cas lourd sur lequel des générations d'enquêteurs se sont échinés dans le passé, obtenant des succès trop rares au terme d'enquêtes interminables, menées à la petite semaine avec des moyens insuffisants, dit-il.

Les choses seront différentes à l'EIMF, dit-il. « Quand nous allons sélectionner un cas, ça va être un cas significatif, et on va y affecter une équipe complète de 11 personnes, qui ne va faire que ça, dit-il. Et notre objectif sera de déposer un dossier de preuves sur le bureau du procureur un an après avoir entrepris l'enquête. »

Ce genre de délai est très court, dit M. Roussel, qui donne en exemple une enquête de près de 10 ans pour venir à bout d'un des grands scandales boursiers des années 90, Castor Holdings, une banque privée de Montréal qui avait fait une faillite illégale de 1,4 milliard de dollars. Le président de Castor Holding a pris la fuite à l'étranger avant que ne soient déposés 40 chefs d'accusation de fraude contre lui, mais c'est déjà mieux que de nombreuses enquêtes du genre qui n'ont rien donné.

« À l'époque, on inondait les enquêteurs de dossiers. Un petit bout d'enquête ici, un petit bout d'enquête là, et un enquêteur pouvait traîner pendant 10 ans sur le même dossier. Ici, ça va être 10 enquê-



Les enquêteurs de l'Escouade intégrée des marchés financiers : Chantale Fortin, André Moisan, Christopher Pittman et, debouts, Dany Brisson, Luc Montmarquette, Patrick Marinilli et Guy Roussel, officier responsable.

PHOTO ROBERT NADON, LA PRESSE

teurs sur un cas pendant un an, au lieu d'un enquêteur sur 10 cas pendant 10 ans. »

#### Première enquête criminelle

Opérationnelle depuis la mi-septembre, l'EIMF de Montréal devrait lancer sa première enquête criminelle dans quelques semaines, estime l'inspecteur Roussel, qui assemble cette équipe multidisciplinaire de policiers triés parmi les meilleurs enquêteurs en crimes économiques de la GRC et de la SQ, de même qu'un avocat, un juriste comptable et des chercheurs aides-enquêteurs. L'EIMF de Mon-

treal a établi des liens avec l'Autorité des marchés financiers du Québec et divers organismes d'auto-réglementation des marchés financiers québécois. Quand ces organismes aperçoivent des cas qui semblent dépasser les lois statutaires provinciales, ils les soumettent à l'EIMF.

« Si je me fie aux cas qu'on nous a soumis jusqu'à présent, je crois qu'on va avoir l'embarras du choix », dit M. Roussel, qui a temporairement installé son équipe à la Cité du Havre, en attendant d'emménager dans les locaux permanents de l'EIMF au 16<sup>e</sup> étage de

la Tour de la Bourse, en mars 2005.

Deux EIMF (connues aussi sous l'acronyme anglais IMET) fonctionnent déjà, à Toronto et Vancouver, depuis janvier 2004. Celles de Montréal et Calgary sont en voie d'être mises en place, en plus d'une équipe volante située à Ottawa, pour les enquêtes hors des grands centres financiers. L'EIMF relève de la GRC, mais les polices provinciales fournissent aussi des enquêteurs.

« On a poussé l'intégration en incluant la SQ, j'ai un de leurs enquêteurs des crimes économiques, Danny Brisson, qui est déjà détaché

en permanence, on est censé en avoir un deuxième l'an prochain. »

La majorité des enquêteurs de l'EIMF ont travaillé dans le privé, comme M. Roussel, et tous ont une formation universitaire connexe.

La plupart ont déjà enquêté sur les faillites frauduleuses, un crime que M. Roussel trouve extrêmement dommageable : « Je ne comprends pas pourquoi la société accorde peu d'importance aux faillites illégales, comme si c'était un crime sans victime. Pourtant, c'est du vol, ça ruine des familles. »

Les parents de M. Roussel étaient en affaires, raconte-t-il. Et par deux fois, l'entreprise familiale a été menacée par de surprenantes faillites de firmes clientes qui ont laissé de grosses factures impayées.

« À la maison, chez nous, ça a causé les deux fois beaucoup d'inquiétude. Mes parents ont réussi à passer au travers, mais ça a été très marquant pour notre famille. C'est peut-être pour ça que je suis devenu policier dans le domaine économique. »

D'ici la fin de 2004, l'escouade montréalaise aura une équipe d'enquête complète, soit 11 personnes. « Plus tard on ajoutera une seconde équipe et les effectifs du bureau seront de 27 personnes, dont trois procureurs fédéraux pour porter les accusations en cour », dit M. Roussel.

Le fédéral a voté des crédits de 120 millions sur cinq ans pour l'EIMF. Le bureau de Montréal a un budget annuel de base d'entre 2,8 millions et 3 millions.

L'EIMF de Toronto, lancée plus tôt, a déjà deux enquêtes majeures en route, sur Nortel (irrégularités dans la comptabilité) et Royal Group, une firme ontarienne dont certains montants pourraient avoir servi à financer un projet immobilier avec lequel la direction a des liens.

« Les gens ont souvent l'impression qu'on va enquêter surtout sur les délits d'initiés et les manipulations boursières, mais comme ces deux cas le montrent, ce n'est pas le cas. On vise des cas majeurs, systémiques, qui peuvent miner la confiance des investisseurs dans les marchés canadiens. »

La création des EIMF a suivi des modifications importantes du code criminel, une définition plus large du crime de délit d'initié, des sentences plus lourdes, la protection professionnelle des employés prêts à témoigner contre un employeur fautif et la création d'une juridiction commune qui permet aux procureurs fédéraux (et non plus seulement provinciaux) de porter eux-mêmes des accusations de fraude dans le contexte des firmes cotées en Bourse.

Ce dernier aspect de la loi, la question des procureurs fédéraux, n'est pas encore en application.

## Les dirigeants n'ont pas à tenir compte des intérêts de leurs créanciers

ISABELLE RODRIGUE  
PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — La Cour suprême du Canada a tranché, hier. Les dirigeants d'entreprise n'ont pas à prendre en considération les intérêts de leurs créanciers dans leurs décisions.

Dans un jugement très attendu par le milieu des affaires, le plus haut tribunal du pays conclut que les administrateurs d'une entreprise ont le droit de se tromper, qu'ils ne peuvent être tenus responsables de décisions d'affaires raisonnables, prises de bonne foi, et ce, même si cette décision peut contribuer à mener la compagnie à la faillite.

La décision unanime de la Cour

suprême donne raison à Lionel, Ralph et Harold Wise, trois frères propriétaires des magasins portant leur nom de famille, magasins qui ont dû fermer leurs portes en 1994 à la suite d'une faillite.

L'achat des 80 magasins Peoples, propriétés de Marks & Spencer, par les frères Wise, en 1992, est à l'origine de la cause. Après l'acquisition, Wise ne peut cependant fusionner totalement les deux chaînes de magasins, puisqu'une clause de l'achat l'interdit tant qu'il y aura un solde de vente, soit pendant cinq ans.

Face aux multiples problèmes de gestion après l'achat, les frères Wise décident de créer un système d'achat commun pour les deux

bannières, Wise et Peoples. La nouvelle politique d'achat ne règle pas la situation qui dégénère et force les frères à placer, en 1994, Wise et Peoples sous la protection de la Loi sur la faillite.

Marks & Spencer n'a pas perdu un sou dans la faillite, ni l'institution prêteuse des Wise, la Banque TD. Le syndic, Caron Bélanger Ernst & Young, n'est pas aussi chanceux, et intente des poursuites contre les frères Wise sous prétexte que leur décision de centraliser les achats était malhabile et qu'ils devaient en porter la responsabilité.

En décembre 1998, la Cour supérieure du Québec donnait raison au syndic et exigeait des frères Wise qu'ils versent 4,4 millions à leurs

créanciers. En février 2003, la Cour d'appel renversait ce jugement, affirmant que les frères Wise avaient agi de bonne foi, que leur décision visait à améliorer la viabilité de leurs magasins. En d'autres termes, les dirigeants d'une entreprise ont pour responsabilité de s'assurer de gérer en tenant compte des intérêts de leur entreprise et de leurs actionnaires, et non pas ceux des créanciers.

La Cour suprême a confirmé ce jugement.

« L'instauration de la nouvelle politique (d'achat commun) était une décision d'affaires raisonnable qui a été prise en vue de corriger un problème d'ordre commercial grave et urgent dans un cas où il n'exis-

taut peut-être aucune solution », peut-on lire dans la décision unanime.

Peut-être que les dirigeants de Wise auraient dû faire preuve d'un peu plus de minutie dans le choix des solutions pour faire face aux difficultés de leur entreprise, souligne le jugement.

« Mais, comme la Cour d'appel, nous ne sommes pas convaincus que l'adoption de la nouvelle politique (d'achat commun) ait contrevenu à l'obligation de diligence »

inscrite dans la Loi canadienne sur les sociétés par actions. Cette loi prévoit que les dirigeants d'entreprise doivent agir avec le soin, la diligence et la compétence d'une personne prudente.

## Les radiodiffuseurs canadiens demandent au gouvernement fédéral d'agir

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le secteur de la radiodiffusion a pressé le ministre fédéral de la Justice, hier, d'en appeler de la décision rendue la veille par le fait du Québec, selon laquelle le fait d'interdire la réception de signaux de télévision par satellite

provenant de l'étranger constitue une violation des libertés individuelles.

Le ministère de la Justice a indiqué qu'il examinait le jugement, complexe, et qu'il songerait à faire appel. La Coalition contre le vol des signaux satellite (CCVSS) a estimé que le jugement du tribu-

nal québécois constituait une menace pour l'industrie canadienne de la radiodiffusion.

Selon l'organisme, il ne s'agit pas là d'une question de liberté d'expression, mais de droits de programmation. Les diffuseurs qui achètent les droits canadiens d'émissions sont perdants si les

gens sont en mesure d'ignorer ces droits et d'accéder à ces émissions par l'entremise de satellites étrangers.

La CCVSS se compose d'un groupe de radiodiffuseurs, de fournisseurs de contenu et de distributeurs de toute l'Amérique du Nord. Dans un jugement de 153

pages rendu jeudi, le juge Daniel Le Côté, de la Cour du Québec, a estimé que deux sections de la Loi sur la radiocommunication, fédérale, allaient à l'encontre de la Charte canadienne des droits et libertés.

La juge a décidé d'accorder un délai de grâce d'une durée d'un an avant que son jugement ne prenne effet. Les diffuseurs n'y ont cependant pas trouvé réconfort.

« Dans le monde de la justice, un an passe assez rapidement », a déclaré Chris Frank, cadre supérieur chez Bell ExpressVu et coprésident de la CCVSS.

# L'Ontario ouvre ses goussets à Ford

Les constructeurs GM et Toyota attendent leur tour...

MARTIN VALLIÈRES  
À TORONTO

L'Ontario s'inquiète pour l'avenir de sa plus grosse industrie, la construction d'automobiles et de camions légers, qui emploie 135 000 personnes et pèse des dizaines de milliards en activités économiques.

Cette inquiétude a franchi un tournant hier à Oakville, en périphérie ouest de Toronto, avec l'annonce de la plus grosse aide gouvernementale jamais accordée à un constructeur d'automobiles en Ontario.

Ford obtiendra 200 millions en fonds publics — 100 millions d'Ottawa et 100 millions de l'Ontario — pour construire une usine d'assemblage évaluée à un milliard.

Ford promet une usine à la fine pointe de la technologie des chaînes d'assemblage polyvalentes, c'est-à-dire capable de construire simultanément au moins deux véhicules différents.

« C'est une bonne nouvelle pour l'industrie automobile en Ontario, qui devrait dissiper un peu la perception d'un déclin et d'une perte de compétitivité », a indiqué Dennis Desrosiers, un analyste et consultant en automobile.

L'ouverture de l'usine est prévue dans deux ans, avec de nouveaux véhicules pour l'année-modèle 2007. Elle devrait employer 3900 salariés.

Selon le président du syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA), Buzz Hargrove, ces emplois devraient être plus viables à long terme grâce à la flexibilité et à l'efficacité accrues de la future usine.

Dans ce contexte, selon les TCA, une aide gouvernementale de 200 millions pour ce projet de Ford représente un « investissement public » en faveur de la création d'emplois et de revenus fiscaux futurs.

« Ces fonds publics représentent 20 % de l'investissement prévu par Ford. C'est encore bien moins que le taux de subvention de 35 % qu'offre des États américains du sud pour attirer des usines d'automobiles », a souligné Jim Stanford, économiste au siège social des TCA, à Toronto.

« Il ne faut pas oublier que le Canada a perdu trois usines d'automobiles depuis cinq ans, deux en Ontario et une au Québec (GM-



PHOTO J.P. MOCZULSKI, P.C.

Le président de Ford Canada, Alain Batty, a annoncé hier la participation des gouvernements fédéral et provincial pour la modernisation de son usine d'Oakville.

Boisbriand), qui employaient en tout 7000 salariés. » En plus, la direction des TCA est convaincue que l'Ontario a aussi perdu, il y a deux ans, un projet d'usine de 1,6 milliard de DaimlerChrysler en raison du refus d'une aide financière par le précédent gouvernement conservateur, à Queen's Park. On attribuait au moins 2500 emplois directs à ce projet d'usine à Windsor.

Entre temps, c'est à son usine de Brampton que DaimlerChrysler créera des emplois, près de 900 au début de 2005, prévoit-on, avec l'ajout d'un troisième quart de travail pour satisfaire à la demande des nouvelles automobiles 300C (sedan) et Magnum (familiale).

À Windsor, le projet d'usine de DaimlerChrysler aurait en fait servi à remplacer une usine de fourgonnettes fermée précédemment.

Et c'est un scénario semblable de remplacement d'une usine fermée, plutôt qu'un ajout net, qui constitue la toile de fond de l'annonce de Ford, hier à Oakville.

La future chaîne d'assemblage po-

lyvalente sera érigée à l'ombre d'une usine de camionnettes F-150 qui a été fermée en juin dernier, et qui n'avait plus que 1300 salariés.

Et tout près, la plus grosse usine de Ford en Ontario fonctionne déjà en deçà de sa capacité en raison des ventes décevantes de son produit, les mini-fourgonnettes Freestar.

Ford peine aussi à St-Thomas. L'avenir de cette usine qui emploie 2600 salariés est très incertain au-delà de la fin de carrière prochaine de ses véhicules : les grosses automobiles Crown Victoria et Grand Marquis.

D'ailleurs, les bribes d'information divulguées hier suggèrent que le maintien de l'usine de St-Thomas fait partie des conditions de l'aide gouvernementale pour le projet d'Oakville. Aussi, une part des fonds publics devra servir à des projets de formation professionnelle et de développement technologique.

« Notre gouvernement veut renforcer le principal avantage concurrentiel de l'Ontario : ses gens. Cet investissement montre que nous

faisons des progrès. Un manufacturier d'avant-garde dans l'automobile nous accorde un important vote de confiance », a indiqué le premier ministre de l'Ontario, Dalton McGuinty.

Les 100 millions en fonds publics de l'Ontario pour Ford font partie d'un programme de 500 millions lancé en avril 2004 pour des projets majeurs dans l'automobile (au moins 300 millions \$ et 300 emplois).

Ce programme ontarien fut bonifié de 500 autres millions par le gouvernement libéral de Paul Martin en juin dernier, en pleine campagne électorale fédérale.

Après les 200 millions offerts à Ford, on s'attend à ce qu'au moins deux autres constructeurs automobiles déjà implantés en Ontario, General Motors et Toyota, cognent à la porte pour avoir leur part de ces programmes.

GM fait miroiter un projet de 2,5 milliards au Canada afin de rehausser la flexibilité et la compétitivité des installations manufacturières,

## L'AUTOMOBILE EN ONTARIO

2,5 millions d'automobiles et de camions légers par an (record de 3 millions atteint en 1999)

16% de l'assemblage automobile en Amérique du Nord

85% de la production exportée aux États-Unis

### HUIT COMPLEXES D'ASSEMBLAGE :

Cami (GM-Suzuki)	1
DaimlerChrysler	2
Ford	2
General Motors	1
Honda	1
Toyota	1

Environ 450 fabricants de pièces et composants

### VALEUR DES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES :

environ 120 milliards \$CAN (véhicules et pièces)

135 000 emplois directs (45 000 en assemblage de véhicules, 90 000 en fabrication de pièces et composants)

### SALAIRES MOYENS :

- usines d'assemblage : 30\$/heure + avantages sociaux

- usines de pièces et composants : de 20 à 25\$/heure + avantages sociaux

Sources : Gouvernement de l'Ontario, industrie, TCA

concentrées à Oshawa, à l'Est de Toronto. GM propose aussi d'augmenter considérablement ses activités de recherche et développement au Canada, tout en établissant des partenariats avec diverses universités et collèges en Ontario et au Québec.

Du côté de Toyota, des rumeurs lui attribuent un projet d'usine en Amérique du Nord pour assembler des camionnettes qui seraient lancées à l'assaut d'un marché-clé des trois grands constructeurs américains.

En Ontario, Toyota a déjà une usine à Cambridge qui assemble les automobiles Corolla et Matrix, ainsi qu'un VUS de Lexus.

Mais avant de confirmer un projet de deuxième usine en Ontario, on s'attend à ce que le constructeur nippon réclame sa part des fonds publics maintenant offerts par la province et le fédéral.

# Les entreprises devront FAIRE avec moins



PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE

Le ministre du Développement économique et régional, Michel Audet.

MARIE TISON

Les entreprises qui espèrent obtenir une aide du gouvernement du Québec pour un projet d'investissement devront apprendre à faire avec moins.

Alors que le programme FAIRE (Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'économie), élaboré par le gouvernement péquiste, allouait de 150 à 250 millions de dollars par année à divers projets d'investissement, le programme libéral qui le remplacera, PASI (Programme d'appui stratégique à l'investissement), ne disposera que d'une enveloppe de 75 millions par année.

« Nous allons être plus sélectifs, a déclaré le ministre du Développement économique et régional, Michel Audet, en présentant les grandes lignes du nouveau programme. Nous allons cibler notre aide sur les projets novateurs. »

Le programme FAIRE ne disposait pas d'une enveloppe fixe. Les débours annuels dépendaient des projets présentés. Le gouvernement déterminait le niveau d'assistance à partir des retombées fiscales prévisibles du projet.

Tout cela va changer avec le nou-

veau programme, annoncé par le ministre des Finances Yves Séguin dans son dernier budget : l'enveloppe annuelle sera limitée et le niveau de la contribution gouvernementale dépendra de l'analyse du plan d'affaires du projet.

« Le but n'est pas de remplacer les institutions financières, mais d'agir en complémentarité », a affirmé M. Audet.

Il n'est pas encore possible de faire un bilan définitif du programme FAIRE parce que plusieurs projets s'étalent sur 10 ans et que les engagements financiers déjà pris seront respectés. On peut donc s'attendre à des versements supplémentaires de centaines de millions de dollars.

« C'est avec le temps qu'on verra ce que ça a produit, a déclaré le président d'Investissement Québec, Jean Houde. FAIRE a joué un rôle très important, mais il a fait son temps. »

Ce qu'on sait, c'est que depuis son lancement, en avril 1997, le programme a donné lieu à des débours d'environ 2 milliards de dollars. Les projets qui ont bénéficié de cette assistance devaient permettre la création de 98 887 emplois. Au 31 août 2004, les emplois réellement créés se sont plutôt chiffrés à 42 083.

M. Audet a affirmé qu'il était difficile de comparer les enveloppes de FAIRE et de PASI. C'est que FAIRE a donné lieu à quelques investissements majeurs, comme la société pétrochimique Interquisa, l'aluminerie Alouette et la société papetière Wayagamack, de Kruger.

M. Audet a indiqué que le gouvernement libéral ne passera pas par le PASI pour verser une aide financière à un projet d'envergure, mais par des programmes particuliers.

« Le développement de produits aéronautiques, comme un nouvel avion chez Bombardier, un nouveau moteur chez Pratt & Whitney Canada ou un nouvel hélicoptère chez Bell Helicopter Textron Canada, sera vu de façon particulière », a-t-il déclaré.

Le développement de nouveaux produits représente d'ailleurs une des priorités du PASI, l'autre étant la diversification ou la consolidation d'un secteur. L'administrateur du programme, Investissement Québec, portera une attention particulière aux projets de deuxième et de troisième transformation des métaux légers.

« Avec FAIRE, on a financé beaucoup de centres d'appels, a déclaré M. Audet. Là, on va cibler des marchés. »

# Québec satisfait de l'aide d'Ottawa à Bombardier

MARIE TISON

Le gouvernement du Québec s'est réjoui de la décision du gouvernement fédéral d'offrir 1,5 milliard de dollars de garanties de prêts pour permettre à Air Canada d'acheter jusqu'à 45 biréacteurs régionaux de Bombardier.

« Je suis très heureux, a déclaré le ministre du Développement économique et régional du Québec, Michel Audet, lors d'une rencontre avec les journalistes hier. Cela permettra à Bombardier de maintenir son rythme de production. »

Le gouvernement québécois n'a fourni aucune assistance financière dans le cadre de cette transaction. Il est toutefois ouvert à l'idée de faciliter d'autres transactions avec son propre programme de garanties de prêts.

« Bombardier produit environ 175 appareils par année, a indiqué M. Audet. Certains requièrent un complément de garanties. Le gouvernement du Québec sera saisi de ce sujet-là. »

L'enveloppe du programme québécois de garanties de prêts à Bombardier se situe présentement à

près de 1,6 milliard de dollars. Plusieurs transporteurs aériens ont bénéficié du programme pour effectuer des transactions avec Bombardier, dont US Airways et Delta, deux importants clients de Bombardier actuellement en sérieuses difficultés financières.

M. Audet et le président d'Investissement Québec, Jean Houde, ne se sont pas montrés inquiets à ce sujet.

« Il y a déjà eu des entreprises qui ont fait faillite, mais les avions ont été placés ailleurs et aucun son n'a été déboursé », a affirmé M. Hou-

de. En vertu du programme, le gouvernement du Québec se porte garant de l'acompte versé par l'acheteur d'un appareil. S'il fait faillite, Bombardier saisit l'avion et le revend dans le marché, ce qui permet déjà de récupérer une partie des sommes en cause. En outre, Bombardier s'est engagé à rembourser les premières pertes occasionnées par le programme.

Le gouvernement du Québec est également bien disposé en ce qui concerne un autre aspect du dossier de Bombardier, soit le développement d'une nouvelle famille d'ap-

pareils de 110 à 135 places. Dans ce cas, Québec pense à une avance, comme celle qu'elle avait versée pour le développement du biréacteur régional Regional Jet.

« Il s'agissait d'une avance de 45 millions qui a été remboursée au double », a rappelé M. Audet.

Il a indiqué qu'il avait rencontré le ministre fédéral de l'Industrie David Emerson vendredi dernier pour discuter de la question.

« Il n'y a pas d'offre sur la table parce qu'il n'y a pas de demande sur la table », a précisé le ministre.



# MICHEL GIRARD

FINANCES PERSONNELLES

## Les actions accréditatives au service de l'Armée du Salut

Comment faire un gros don de bienfaisance sans qu'il vous en coûte un sou de votre poche ? Facile ! Il suffit d'investir dans l'achat d'actions accréditatives et, par la suite, de les donner à une oeuvre de bienfaisance. Grâce à cette stratégie, le contribuable pourra ainsi refiler aux gouvernements la facture totale de son don.

Telle est la surprenante suggestion de l'Armée du Salut, division Territoire du Canada et des Bermudes. L'Armée du Salut publie même un dépliant à cette fin : « L'investissement par actions accréditatives dans le contexte des oeuvres de bienfaisance ».

Avant d'expliquer la mécanique de l'opération fiscale à la base de cette stratégie de donation proposée par l'Armée du Salut, un mot sur les bonnes intentions qui la guident.

Premièrement, en investissant dans les actions accréditatives, on permet aux petites sociétés d'exploration minière, gazière et pétrolière d'effectuer éventuellement des découvertes de ressources naturelles. Les retombées économiques en découlant auront pour impact non seulement de créer des emplois, mais également de créer potentiellement de la richesse collective au Canada, plus particulièrement au Québec lorsqu'on parle d'investir dans l'exploration minière.

Deuxièmement, en donnant nos actions accréditatives aux oeuvres de bienfaisance, on leur permettra de les revendre et d'encaisser ainsi une belle contribution financière qui leur procurera des moyens de venir en aide aux démunis de la société.

Troisièmement, par l'entremise de cette stratégie, on force les gouvernements d'Ottawa et de Québec à financer indirectement les organismes de bienfaisance de notre choix et ce, sans qu'il nous en coûte un sou de notre poche !

Quatrièmement, on tient ici

pour acquis que l'argent soutiré de nos gouvernements sera nettement mieux dépensé par les oeuvres de charité. Chose certaine, la « multiplication des pains » a plus de chance de se produire du côté des oeuvres de bienfaisance que du côté des gouvernements !

Cinquièmement, rien n'empêche le contribuable utilisateur de la stratégie d'effectuer des dons additionnels, mais de sa poche cette fois.

Dans un monde idéal, aucun intermédiaire (lire les maisons de courtage et leurs conseillers) ne devrait profiter financièrement parlant de la stratégie proposée par l'Armée du Salut. Autrement dit, dans le cadre d'un don d'actions accréditatives, les firmes de courtage participantes et leurs conseillers devraient idéalement verser les commissions tirées de l'achat et de la vente des actions accréditatives aux organismes de charité. Dans un monde idéal, ai-je bien dit !

### La mécanique fiscale

Venons-en maintenant à la mécanique de la stratégie proposée par l'Armée du Salut.

Tout d'abord, pour les fins de notre exemple, émettons comme hypothèse que le contribuable gagne un revenu imposable de 64 000 \$ et qu'il est conséquemment assujéti à un taux marginal d'impôt combiné de 42,4 %. Supposons qu'il investit, par l'entremise d'une société en commandite, la somme de 10 000 \$ dans l'achat d'actions accréditatives de petites sociétés d'exploration québécoises, dont 85 % de la somme est consacrée à des travaux d'exploration de surface.

En tenant compte de toutes les déductions et les crédits d'impôt offerts par Québec et Ottawa dans le cadre des investissements en actions accréditatives, notre investisseur devrait économiser en impôts la somme totale de 666 \$ par tranche d'investissement de

1000 \$, soit la somme totale de 6660 \$ pour l'année en cours.

C'est donc dire que le coût réel de son investissement est de 3340 \$ sur les 10 000 \$ investis. Une parenthèse : toutes ces déductions sur les accréditatives sont tirées de l'exemple que donne sur son site Internet le ministère québécois des Ressources naturelles, Faune et Parcs. Le site est le : [www.mrn.gouv.qc.ca/mines/quebec-minier](http://www.mrn.gouv.qc.ca/mines/quebec-minier)

Tenons maintenant pour acquis que les parts de la société en commandite conserveront la même valeur l'an prochain

**Martin Locas, de la firme Valeurs Mobilières Peak Investments, tient à faire une mise en garde aux bienfaiteurs intéressés par ce type de dons de bienfaisance. Ils les invite à faire attention au choix de la société en commandite qui investit dans les actions accréditatives. Ce ne sont évidemment pas toutes les petites compagnies d'exploration minière, gazière ou pétrolière qui offrent un bon potentiel de découvertes.**

lorsqu'elles deviendront monnayables en étant transférées dans un fonds commun ordinaire. On parle donc d'une valeur de 10 000 \$.

Lorsqu'un contribuable donne à un organisme de bienfaisance des titres cotés en Bourse (comme des actions, des parts de fonds communs ou de sociétés en commandite), son gain en capital imposable bénéficie d'un traitement de faveur. Ainsi, seulement le quart du gain en capital devient imposable.

Revenons à notre exemple. En donnant à un organisme de bienfaisance les parts de la société en commandite de 10 000 \$, notre contribuable devra déclarer un gain en capital imposable de seulement 2500 \$. Impôts à payer : autour 1060 \$.

En retour de son don de bienfaisance de 10 000 \$ de parts de société en commandite, il encaissera par ailleurs une économie d'impôt de l'ordre de 5200 \$.

On résume les données financières :

> Débours en 2004 : 10 000 \$ pour acquérir les accréditatives

> Économies d'impôts en 2004 : 6660 \$

> Impôts à payer sur gains en capital en 2005 : 1060 \$

> Économies d'impôts pour dons de bienfaisance en 2005 : 5200 \$

> Résultat : malgré le don de 10 000 \$ d'actions accréditatives, le

contribuable se ramasse au bout du compte avec un montant net dans les poches de l'ordre de 800 \$.

Bien entendu, si la valeur des parts de la société en commandite devait baisser par rapport à la somme initialement investie, les économies d'impôt liées au don de bienfaisance seraient inférieures au montant affiché dans l'exemple. Mais si cela devait arriver, il n'en demeure pas moins que la stratégie de l'Armée du salut nous permet d'effectuer des dons à très bon compte !

Un des courtiers qui collabore étroitement avec le service des dons planifiés de l'Armée du Salut pour trouver des émissions intéressantes de sociétés en commandite d'accréditatives est Martin

Locas, de la firme Valeurs Mobilières Peak Investments. M. Locas tient à faire une mise en garde aux bienfaiteurs intéressés par ce type de dons de bienfaisance. Ils les invite à faire attention au choix de la société en commandite qui investit dans les actions accréditatives. Ce ne sont évidemment pas toutes les petites compagnies d'exploration minière, gazière ou pétrolière qui offrent un bon potentiel de découvertes.

Actuellement, il y a deux grosses émissions de parts de société en commandite qui sont en vente : dans le secteur d'exploration minière, on retrouve Northern Precious Metals 2004 Limited Partnership et, dans le secteur de l'exploration gazière et pétrolière, il y a Mavrix Resources Fund 2004 - 11 Limited Partnership.

Northern Precious est une émission de l'ordre de 25 millions de dollars. Les principaux preneurs sont : Financière Banque Nationale, BMO Nesbitt Burns, Canaccord Capital Corporation, Desjardins Valeurs Mobilières, HSBC Securities. Pour sa part, Mavrix tente de recueillir 50 millions de dollars. Les principaux preneurs sont : Canaccord Capital, Financière Banque Nationale, TD Valeurs Mobilières, Dundee Securities.

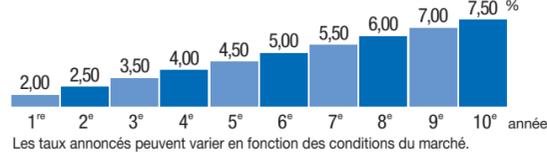
Fait à noter : on peut se procurer des parts de ces sociétés en commandite par l'entremise de n'importe quelle maison de courtage ou presque. Il suffit de demander à son conseiller de faire les démarches requises.

Autre solution : au lieu d'acquérir des parts de sociétés en commandite d'accréditatives, les bienfaiteurs intéressés peuvent également investir directement dans des émissions de compagnies québécoises d'exploration minière.

Le temps c'est beaucoup d'argent :

# 1 800 463-5229

Les **Obligations à taux progressif** : Plus vous les conservez longtemps, plus c'est payant. Encaissables une fois l'an. Capital garanti. Que du positif.



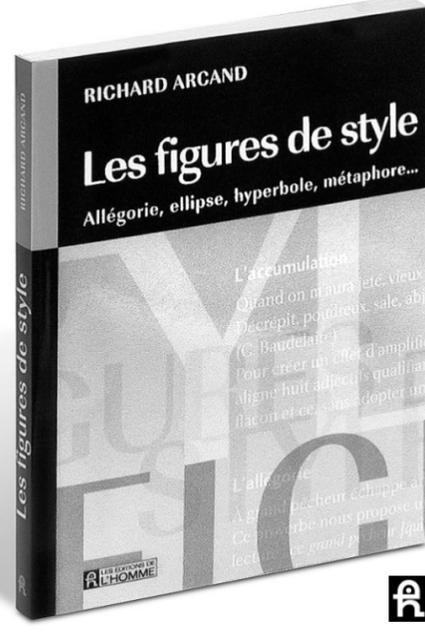
**BONI DE 1%**  
la première année pour les nouveaux fonds REER.

[www.epq.gouv.qc.ca](http://www.epq.gouv.qc.ca)

Téléphonez-nous du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, ou passez nous voir au 2000, av. McGill College, du lundi au vendredi, de 8 h à 17 h. Nous serons également ouverts les samedis d'octobre et de novembre, de 10 h à 16 h.

Épargne Placements Québec

LA SUPERGRILLE DU MOIS LA PRESSE



LES ÉDITIONS DE L'HOMME

EN OCTOBRE, cinquante gagnants mériteront le livre LES FIGURES DE STYLE et un t-shirt La Presse.

À SURVEILLER DIMANCHE

# INVESTIR

# LA PRESSE AFFAIRES

# Quand les astres ne s'alignent pas...



FRANCIS VAILLÈS

## FIN DE SÉANCE

L'entreprise est bien gérée, le cycle économique lui est favorable, les prix pour ses produits montent, mais les astres ne sont toujours pas alignés pour Domtar. Faut-il vendre ou acheter ?

Cette fois, c'est la forte hausse du dollar canadien qui fait mal à la société papetière de Montréal, même si environ 50 % de sa capacité de production est maintenant aux États-Unis.

Depuis six mois, le huard a bondi d'environ 6 % par rapport au billet vert américain, franchissant les 80 cents US tout récemment. Or, lorsque le dollar prend 1 cent US, le bénéfice par action de Domtar recule généralement de 3 cents, selon le niveau de couverture de l'entreprise aux fluctuations de notre monnaie.

La force du huard demeure le plus grand défi pour Domtar, à même dit le PDG de cette entreprise, Raymond Royer, jeudi, au cours de la publication des résultats du troisième trimestre. Entre le début de juillet et la fin de sep-

tembre, Domtar a engrangé 29 millions de dollars de bénéfice net (13 cents par action), soit le niveau qui était attendu par les analystes. Les revenus sont en hausse de 6,3 %, à 1,35 milliard.

Ces résultats marquent une nette amélioration par rapport aux chiffres des quatre derniers trimestres (pertes combinées de 33 cents par action), notamment grâce à une hausse du prix du papier fin (papier 8,5 X 11 pouces pour les photocopieuses, notamment), le principal produit de Domtar (près de 60 % de ses ventes).

Au cours de la dernière année, la tonne courte de papier fin a grimpé de quelque 100 \$, à 850 \$.

Le gestionnaire de portefeuilles Pierre Bernard, de la firme BLC Edmond de Rothschild, ne perd pas patience. Selon lui, l'économie continuera de progresser en 2005, à la faveur des prix des matières premières. Or, Domtar est bien positionnée pour en profiter, en raison de la qualité de sa gestion. L'entreprise a en outre un endettement raisonnable (9 \$ de dette par action pour 9 \$ d'avoir propre).

D'ici la fin de 2005, croit le gestionnaire, le titre de Domtar atteindra les 20 \$, comparativement à moins de 15 \$ actuellement, son niveau plancher des deux dernières années. « Je suis bien confiant que l'action de Domtar atteindra ce niveau. Dans nos portefeuilles de titres de qualité, un seul titre de produits forestiers figure sur la liste et c'est Domtar », dit M. Bernard.

Le gestionnaire s'attend à un bénéfice de 1,50 \$ par action l'an prochain et à un bénéfice d'exploitation (BAIIA) de 3,49 \$. En fonction de ses prévisions, le titre se négocie actuellement à quelque quatre fois le BAIIA attendu, comparativement à cinq fois pour les entreprises américaines. Outre la vigueur du dollar, diverses autres raisons expliquent que le titre a du plomb dans l'aile, croit M. Bernard. D'abord, les gestionnaires ont comme mandat de surpasser les indices de référence. Or, celui dans lequel se retrouve Domtar dans le TSX (ma-

## L'ENTREPRISE EN CHIFFRES

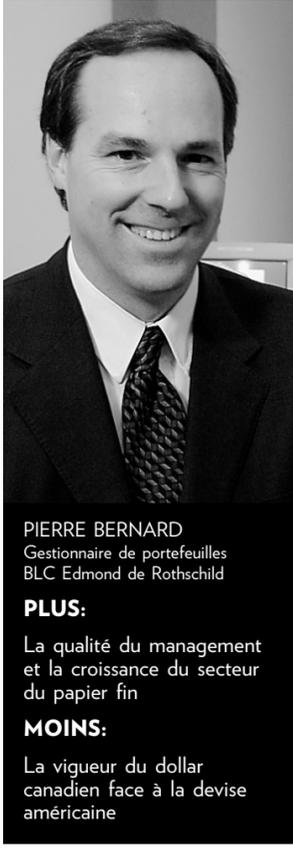
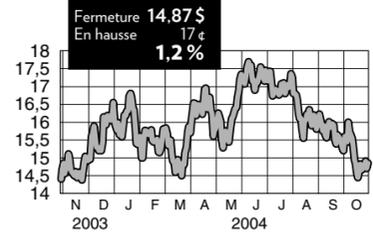
### DOMTAR

Symbole : **DTC (Toronto)**  
Année financière : 31 décembre

RÉSULTATS (1)	
Volume d'affaires 2004	
9 mois	<b>3,9 milliards</b>
BPA 2002	<b>0,80 \$</b>
BPA 2003	<b>0,02 \$</b>
BPA 2004-T1	<b>-0,16 \$</b>
BPA 2004-T2	<b>-0,01 \$</b>
BPA 2004-T3	<b>0,13 \$</b>
BPA 2005E	<b>1,50 \$</b>

RATIOS FINANCIERS	
Cours / bénéfice 2005E	<b>10x</b>
Cours / bénéfice 2006E	<b>5x</b>
Cours / BAIIA 2005E (2)	<b>4x</b>
Ratio d'endettement (dette/dette+avoir)	<b>50%</b>
Cours/valeur comptable	<b>1,6x</b>
Rendement du dividende	<b>1,7%</b>

1- Les estimations sont celles du gestionnaire Pierre Bernard  
2- Le BAIIA est le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement



PIERRE BERNARD  
Gestionnaire de portefeuilles  
BLC Edmond de Rothschild

### PLUS:

La qualité du management et la croissance du secteur du papier fin

### MOINS:

La vigueur du dollar canadien face à la devise américaine

PHOTO PIERRE MCCANN, LA PRESSE ©

tériaux de base) comprend également les métaux, les produits chimiques et les fertilisants, qui font bien en Bourse.

« Les gestionnaires de fonds ne prennent pas toujours des décisions sophistiquées. Ils se disent : pourquoi je resterais avec des titres de produits forestiers comme Domtar, alors que les Alcan et Inco de ce monde grimpent à court terme ? » dit-il.

Dans le marché, un autre obser-

vateur, malgré tout optimiste, fait valoir que l'entreprise fait face à de l'inflation dans le transport et l'énergie, notamment. La vigueur du dollar demeure une incertitude.

Cette semaine d'ailleurs, l'agence de notation de crédit Standard & Poor's a accolé une perspective négative à Domtar en raison du huard, sans néanmoins modifier la cote de crédit, encore solide. Alors, un achat, Domtar ?

## L'ARGENT

Les courtiers londoniens ont haussé vendredi le prix de l'argent de (\$0 0650) cents américains par rapport à l'ouverture de la veille.

Vendredi: \$7 2200

MONTRÉAL— Handy & Harman évaluait hier le prix de l'argent canadien (\$9 126) (\$+0 014) cents canadiens par rapport à l'ouverture de la veille

New-York—Handy & Harman évaluait hier le prix de l'argent américain (\$7 230) (\$+0 005) cents américains par rapport à l'ouverture de veille

## LE PÉTROLE

NEW YORK (AP) Prix par baril en \$ US

	Vendredi	Jeudi
Dubai	38,21	38,71
North Sea Brent	48,80	48,58
West Texas Intermediate	51,77	50,93

## LES BOURSES DANS LE MONDE

	FERMETURE		VARIATION	
	NET	EN %	NET	EN %
<b>AMÉRIQUE DU NORD/SUD</b>				
S&P 500 (New York)	1130,20	2,76	0,25	
Mexico Bolsa	11564,35	121,90	1,07	
Brazil Bovespa Stock	23052,18	123,68	0,54	
<b>EUROPE/AFRIQUE</b>				
DJ Euro Stoxx 50 P	2692,06	-10,58	-0,39	
FTSE 100 (Angleterre)	4624,20	-18,60	-0,40	
CAC 40 (France)	3706,82	-15,00	-0,40	
DAX (Allemagne)	3960,25	0,66	0,02	
<b>ASIE/PACIFIQUE</b>				
IBEX 35 (Espagne)	8418,30	-17,10	-0,20	
Milan MIB30 (Italie)	28884,00	-48,00	-0,17	
Amsterdam Exchanges	330,48	-0,14	-0,04	
OMX (Stockholm)	702,55	-2,52	-0,36	
Swiss Market (Suisse)	5363,40	-50,80	-0,94	

## RÉSULTATS FINANCIERS

		REVENUS (000 \$)				BÉNÉFICE NET (000 \$)				BÉN. / ACTION	
		Cour.		An dern. Var. %		Cour.		An dern. Var. %		Cour. An dern.	
Advantex Mark.Int'l. (ADX / TSX)	30 juin - 12 mois	82 400	95 969	-14	(1 824)	(2 216)	—	(0,04)	(0,04)		
Publicité, Ontario											
Alliant Inc. (AIT / TSX)	30 sept. - 3 <sup>e</sup> trim.	497 189	513 888	-3	36 987	50 932	-27	0,26	0,35		
Diversissement, Nouveau-Brunswick	9 mois	1 527 215	1 532 054	0	127 755	160 386	-20	0,91	1,11		
Cantor Corp. (CFP / TSX)	30 sept. - 3 <sup>e</sup> trim.	1 228 900	685 000	79	201 600	80 100	152	1,52	0,97		
Papier/Prod. forest./Conten., C.-B.	9 mois	3 192 000	2 006 200	59	377 200	119 200	216	3,24	1,41		
Dalsa Corp. (DSA / TSX)	30 sept. - 3 <sup>e</sup> trim.	44 100	33 000	34	5 400	2 600	108	0,32	0,16		
Automobile, Ontario											
E-L Fin. C. (ELF / TSX)	30 sept. - 9 mois	1 391 711	1 193 372	17	83 317	42 288	97	20,73	10,52		
Banques/Services fin., Ontario											
Fairfax Fin. Hold. (FFH / TSX)	30 sept. - 3 <sup>e</sup> trim.	1 418 400	1 175 300	21	(108 900)	(10 700)	—	(8,08)	(1,02)		
Banques/Services fin., Ontario											
Fraser Papers Inc. (FPS / TSX)	30 sept. - 3 <sup>e</sup> trim.	261 000	230 000	13	2 000	(19 000)	—	0,07	(0,63)		
Papier/Prod. forest./Conten., Ontario	9 mois	739 000	646 000	14	(22 000)	(67 000)	—	(0,73)	(2,23)		
GSW Inc. (GSW.B / TSX)	30 sept. - 3 <sup>e</sup> trim.	137 612	123 883	11	5 663	3 749	51	1,66	1,10		
Ordi./Électron./Logiciels, Ontario											
Heroux-Devtek Inc. (HRX / TSX)	30 sept. - 2 <sup>e</sup> trim.	61 066	53 159	15	(1 561)	(886)	—	(0,06)	(0,04)		
Aérospatiale/Défense, Québec											
IGM Fin. Inc. (IGI / TSX)	30 sept. - 3 <sup>e</sup> trim.	527 118	474 376	11	153 831	155 422	-1	0,58	0,59		
Banques/Services fin., Manitoba											
Inmet Mining Corp. (IMN / TSX)	30 sept. - 3 <sup>e</sup> trim.	104 822	90 562	16	24 295	40 486	-40	0,57	1,00		
Mines/Métaux, Ontario											
Ipsco Inc. (IPS / TSX)	30 sept. - 3 <sup>e</sup> trim.	641 863	334 974	92	144 477	(1 673)	—	2,99	(0,04)		
Pétrole/Energie, N/A											
Kinross Gold C. (K / TSX)	30 sept. - 3 <sup>e</sup> trim.	1 773 000	155 300	14	9 400	8 100	16	0,03	0,03		
Mines/Métaux, Ontario											
Lassonde Indus.Inc. (LAS.A / TSX)	2 oct. - 3 <sup>e</sup> trim.	60 759	61 691	-2	2 749	3 435	-20	0,40	0,51		
Machinerie/Fabrication, Québec											
Lindsey Morden Grp (LM / TSX)	30 sept. - 3 <sup>e</sup> trim.	105 689	96 414	10	(1 594)	(4 220)	—	(0,11)	(0,31)		
Assurances, Ontario											
	9 mois	311 408	303 410	3	(25 579)	(8 776)	—	(1,85)	(0,64)		

## LES DEVISES

(PC) Les taux de devises étrangères, fournis vendredi par la Banque de Montréal; ces taux interbancaires, en (dollar) canadien, ne sont pas ceux du commerce de devises au détail.

Afrique du Sud	rand	\$ 0,2093
Arabie saoudite	riyal	\$ 0,3382
Argentine	peso	\$ 0,42052
Australie	dollar	\$ 0,9423
Bahamas	dollar	\$ 1,2374
Bahrein	dinar	\$ 0,3297
Barbade	dollar	\$ 0,6369
Bermudes	dollar	\$ 1,2374
Brésil	real	\$ 0,4366
Bulgarie	lev	\$ 0,8189
Caralibes	dollar	\$ 0,4772
Chili	peso	\$ 0,00204
Chine	renminbi	\$ 0,1527
Chypre	livre	\$ 2,7821
Colombie	peso	\$ 0,000486
Corée	won	\$ 0,001121
Costa Rica	colon	\$ 0,002784
Danemark	couronne	\$ 0,2164
Egypte	livre	\$ 0,2021
Em.A.U.	dirham	\$ 0,3418
Etats-Unis	dollar	\$ 1,2180
Europe	euro	\$ 1,5586
Fidji	dollar	\$ 0,7496
Guyane	dollar	\$ 0,007013
Haiti	gourde	\$ 0,0359
Hong Kong	dollar	\$ 0,1617
Hongrie	forint	\$ 0,00652
Inde	roupie	\$ 0,0284
Indonésie	roupie	\$ 0,000145
Israël	shekel	\$ 0,2816
Jamaïque	dollar	\$ 0,0217

Japon	yen	\$ 0,011500
Kenya	shilling	\$ 0,0155
Koweït	dinar	\$ 4,3271
Liban	livre	\$ 0,000829
Malaisie	ringgit	\$ 0,3393
Maroc	dirham	\$ 0,1446
Mexique	peso	\$ 0,1140
Norvège	couronne	\$ 0,1969
Nouvelle-Zélande	dollar	\$ 0,8659
Pakistan	roupie	\$ 0,0213
Pérou	sol	\$ 0,3787
Philippines	peso	\$ 0,0223
Pologne	zloty	\$ 0,3700
Rép. dominicaine	peso	\$ 0,0407
Rép. tohèque	couronne	\$ 0,0508
Roumanie	leu	\$ 0,0000392
Royaume-Uni	livre	\$ 2,2386
Russie	rouble	\$ 0,0437
Singapour	dollar	\$ 0,7510
Slovaquie	couronne	\$ 0,0401
Slovénie	tolar	\$ 0,006881
Sri Lanka	roupie	\$ 0,01206
Suède	couronne	\$ 0,1775
Suisse	franc	\$ 1,0465
Taiwan	dollar	\$ 0,0376
Tanzanie	shilling	\$ 0,001195
Thaïlande	baht	\$ 0,0306
Trinité-Tobago	dollar	\$ 0,2073
Tunisie	dinar	\$ 1,0171
Turquie	livre	\$ 0,0000085
Ukraine	hryvna	\$ 0,2363
Venezuela	bolivar	\$ 0,00066

Les cotes sont en devises canadiennes.

## LES MÉTAUX

MARCHE DE LONDRES PRIX EN DOLLARS US PAR TONNE MÉTRIQUE

FERMETURE					
CUIVRE (catégorie-A-)					
comptant					2833—2835
3 mois					2732—2733
15 mois					2400—2410
PLOMB					
comptant					875—875,5
3 mois					850—851
15 mois					788—793
ALUMINIUM					
comptant					1789—1790
3 mois					1754—1754,5
15 mois					1687—1692
NICKEL (dollars)					
comptant					13215—13220
3 mois					13200—13205
15 mois					11900—12000
ÉTAIN					
comptant					9000—9025
3 mois					8845—8850
15 mois					8400—8450
ZINC (qualité supérieure)					
comptant					1004—1004,5
3 mois					1024—1024,5
15 mois					1053—1058

## LES OBLIGATIONS

GOVERNEMENT DU CANADA

Émetteur	Coupon	Échéance	Prix	Rend.	Var.
Canada	9,00	1 Déc. 04	100,49	2,46	-0,02
Canada	6,00	1 Sept. 05	102,55	2,85	-0,02
Canada	8,75	1 Déc. 05	106,16	2,89	-0,02
Canada	7,00	1 Déc. 06	107,52	3,22	-0,03
Canada	7,25	1 Juin 07	109,51	3,36	-0,03
Canada	6,00	1 Juin 08	107,89	3,62	+0,01
Canada	5,50	1 Juin 09	106,85	3,95	+0,05
Canada	9,00	1 Juin 10	127,24	3,85	+0,01
Canada	9,00	1 Mars 11	110,25	4,11	+0,18
Canada	6,00				

# LA PRESSE AFFAIRES

# INVESTIR

En tout temps, consultez les cotes boursières en direct sur [lapresseaffaires.com](http://lapresseaffaires.com)

## LPA 50

La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

	IQ 30	FERMETURE (\$)		CHANGEMENT		VARIATION CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES	
		NET	%	HAUT	BAS				
▲ Abitibi-Consolidated (A)	✓	7,27	0,18	2,54	-29,89	3 200	10,97	6,25	
▼ Aeterna (AEZ)		6,58	-0,10	-1,50	53,02	300	11,50	3,57	
▼ ACE Aviation (ACE/B)		23,70	-0,30	-1,25	n.d.	2 109	n.d.	n.d.	
Alcan (AL)	✓	56,35	-0,11	-0,20	-6,97	20 762	66,08	49,83	
▼ Alimentation Couche-Tard (ATD/B)	✓	28,10	-0,30	-1,06	17,57	2 829	31,00	20,55	
Astral Media (ACM/A)		28,20	0,05	0,18	0,54	1 581	30,20	26,10	
▼ Axcan Pharma (AXP)	✓	18,35	-0,32	-1,71	-9,38	836	28,95	17,10	
Banque de Montréal (BMO)	✓	57,55	0,35	0,61	7,57	28 808	59,65	49,21	
Banque Laurentienne du Canada (LB)	✓	25,45	-0,04	-0,16	-8,62	598	29,47	25,36	
▲ Banque Nationale du Canada (NA)	✓	48,78	1,59	3,37	13,07	8 227	48,78	40,03	
Banque Royale du Canada (RY)	✓	63,40	0,60	0,96	2,59	41 241	65,90	58,04	
BCE (BCE)	✓	28,29	-0,14	-0,49	-2,11	26 160	30,28	25,64	
▼ BCE Émergis (IFM)		3,80	-0,14	-3,55	-30,91	393	7,40	2,93	
▲ Bombardier (BBD/B)	✓	2,80	0,17	6,46	-48,81	4 963	7,13	2,55	
Cambior (CBI)		3,71	0,02	0,54	-7,02	1 016	4,95	2,80	
Cascades (CAS)	✓	13,55	0,05	0,37	9,45	1 107	14,53	11,15	
CN (CNR)	✓	65,59	-0,22	-0,33	19,98	18 785	66,65	49,67	
Cogeco (CGO/SV)		19,75	0,05	0,25	23,75	323	20,70	14,75	
▲ Conjuchem (CJC)		2,75	0,29	11,79	-47,72	118	15,10	2,30	
▲ Corporation Financière Power (PWF)	✓	30,00	0,50	1,70	21,14	21 144	30,19	21,90	
▲ Domtar (DTC)	✓	14,87	0,17	1,16	-8,49	3 420	17,95	14,10	
▲ Exfo (EXF/SV)		6,71	0,21	3,23	40,38	459	9,30	4,26	
▲ Groupe CGI (GIB/A)	✓	8,00	0,10	1,27	-1,24	3 556	9,29	7,11	
▼ Groupe Les Ailes de la Mode (MOD)		0,63	-0,02	-3,08	-43,75	13	6,96	0,56	
▲ Groupe SNC-Lavalin (SNC)	✓	52,86	0,86	1,65	3,65	2 671	53,90	42,50	

▲ ▼ : Indique un titre qui a gagné ou perdu 1% et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / Caractère gras : Indique une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / IQ 30 : Le crochet (✓) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30. La valeur de l'indice est présentée chaque jour à la UNE de La Presse Affaires. / M \$ : Millions de dollars US / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

	IQ 30	FERMETURE (\$)		CHANGEMENT		VARIATION CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES	
		NET	%	HAUT	BAS				
Groupe TVA (TVA/B)	✓	19,50	0,15	0,78	-7,05	618	25,24	18,60	
▲ Labopharm (DDS)		2,85	0,03	1,06	-68,92	121	9,30	2,28	
▲ Le Groupe Canam Manac (CAM/A)		5,18	0,08	1,57	29,50	177	6,00	3,50	
Le Groupe Jean Coutu (PJC) (PJC/A)	✓	16,15	-0,14	-0,86	1,57	4 277	19,79	14,66	
Les Industries Dorel (DII/SV)	✓	36,85	0,10	0,27	3,77	1 209	47,50	32,25	
▼ Les Vêtements de Sports Gildan (GIL/A)	✓	35,20	-0,59	-1,65	-12,07	1 043	44,90	33,85	
L'Industrielle-Alliance (IAG)	✓	49,00	-0,01	-0,02	11,87	1 952	50,00	38,15	
▲ Mega Bloks (MB)		17,80	0,35	2,01	-22,61	484	26,40	17,30	
Metro (MRU/A)	✓	19,31	0,07	0,36	-11,83	1 880	22,75	17,22	
Molson (MOL/A)	✓	31,35	-0,25	-0,79	-13,16	4 009	36,80	28,50	
▼ Neurochem (NRM)	✓	20,00	-0,34	-1,67	-34,64	606	36,55	15,55	
Nortel (NT)		4,12	0,04	0,98	-24,95	17 585	11,94	3,93	
▲ Power Corporation du Canada (POW/SV)	✓	29,32	0,67	2,34	21,16	11 601	29,61	20,94	
▲ Québecor (QBR/B)	✓	25,90	0,70	2,78	9,47	1 670	28,74	20,20	
Québecor World (IQW/SV)	✓	25,49	0,04	0,16	-4,71	3 376	31,05	20,59	
Quincellerie Richelieu (RCH)		21,00	0,15	0,72	10,35	484	22,50	16,80	
Rona (ROM)		34,00	0,00	0,00	9,01	1 934	35,25	23,35	
Saputo (SAP)	✓	33,45	-0,14	-0,42	4,21	3 488	34,50	25,45	
Shermag (SMG)		9,05	0,00	0,00	-35,17	121	16,30	8,76	
Sico (SIC)		24,40	-0,10	-0,41	-3,18	166	25,50	21,00	
▼ Téléystème Mobiles Int. (TIW)	✓	13,30	-0,26	-1,92	22,58	1 861	20,65	8,28	
Tembec Inc. (TBC)		7,94	0,05	0,63	-15,80	682	11,25	6,95	
▲ Transat AT (TRZ)		22,50	0,25	1,12	102,70	759	22,75	8,00	
Transcontinental (TCL/A)	✓	24,06	-0,07	-0,29	0,25	2 136	28,35	21,47	
Van Houtte (VH/SV)		16,90	-0,09	-0,53	5,30	363	17,31	12,85	

## BOURSE DE TORONTO



HIER	OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
	8 808,52	8 874,32	8 781,04	8 870,97	1,02%	14,75%

ACTIONS NÉGOCIÉES	1 532	GAINS	752	PERTES	554	INCHANGÉES	226
-------------------	-------	-------	-----	--------	-----	------------	-----

52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	8 917,64	7 697,74		221	253

SOUS-INDICES		FERMETURE		VARIATION		FERMETURE		VARIATION	
Services financiers	1 367,83	18,12	Prod. consom. discréc.	942,28	-12,92				
Matériaux de base	1 442,64	14,54	Services de télécom.	622,44	-0,07				
Énergie	1 821,45	30,98	Prod. consom. de base	1 533,83	1,07				
Produits industriels	811,13	2,24	Service publics	1 281,55	17,04				
Tech. de l'information	248,85	1,18	Soins de santé	580,20	2,62				

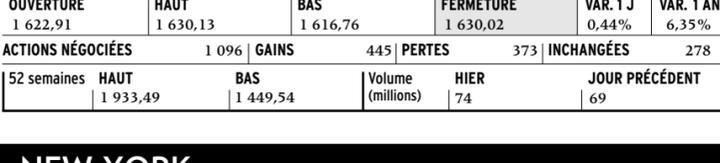
AUTRES INDICES CANADIENS		FERMETURE		VAR.		VAR. (%)	
S&P/TSX 60	496,37	5,37	1,09	S&P/TSX Moyen. Cap.	606,04	6,38	1,06
S&P/TSX Petites cap.	580,50	2,44	0,42	DJ Can. Titans (40)	1 285,64	14,56	1,13

LES 10 PLUS ACTIFS		VOLUME		CLÔT. (\$)		VAR. (%)		VOLUME		CLÔT. (\$)		VAR. (%)	
BOMBARDIER INC/B	8656946	2,80	0,17	ABITIBI-CONSOLIDA	2844193	7,27	0,18						
NORTEL NETWORKS C	7778530	4,12	0,04	KINROSS GOLD CORP	2472957	9,12	0,28						
ACETEC	6020860	8,75	-0,05	WHEATON RIVER M.	2315031	3,99	0,13						
TRANSCANADA CORP	4411527	27,63	0,48	SUNCOR ENERGY INC	2315727	41,65	1,05						
ENCANA CORP	4283091	60,40	1,90	PLACER DOME INC	2187888	26,18	0,58						

TITRES GAGNANTS EN %		VOLUME		CLÔT. (\$)		VAR. (%)		TITRES GAGNANTS EN \$		VOLUME		CLÔT. (\$)		VAR. (%)	
HOLLINGER INC	118070	5,85	35,73	FAIRFAX FINANCIAL	306347	179,99	17,66	FAIRFAX FINANCIAL	306347	179,99	17,66	20,52	2,09		
FAIRFAX FINANCIAL	306347	179,99	17,66	OPEN TEXT CORP	4450	2,10	16,02	PRECISION DRILLIN	4450	2,10	16,02	75,40	2,03		
NBS TECHNOLOGIES	43706	3,15	14,55	WESTON (GEORGE)	1036605	2,05	13,89	WESTON (GEORGE)	1036605	2,05	13,89	101,25	1,92		
WEX	43706	3,15	14,55	ENCANA CORP	4283091	60,40	1,90	ENCANA CORP	4283091	60,40	1,90	60,40	1,90		
BIOCRYPT INC	1036605	2,05	13,89												

TITRES PERDANTS EN %		VOLUME		CLÔT. (\$)		VAR. (%)		TITRES PERDANTS EN \$		VOLUME		CLÔT. (\$)		VAR. (%)	
SR TELECOM INC	384583	1,91	-16,96	WINPAK LTD	5118	105,00	-1,95	WINPAK LTD	5118	105,00	-1,95	105,00	-1,95		
TRIMIN CAPITAL CO	7600	2,50	-12,28	MAGNA INTERN/A	520300	89,81	-1,89	MAGNA INTERN/A	520300	89,81	-1,89	89,81	-1,89		
CAMCO INC	22734	2,01	-8,64	ROGERS WIRELESS C	57287	44,20	-1,73	ROGERS WIRELESS C	57287	44,20	-1,73	44,20	-1,73		
WALL FINANCIAL CO	11300	4,10	-6,82	NABORS	1400	48,79	-1,42	NABORS	1400	48,79	-1,42	48,79	-1,42		
ZI CORPORATION	8700	4,32	-6,70	NEXEN INC	1034664	51,79	-1,26	NEXEN INC	1034664	51,79	-1,26	51,79	-1,26		

## BOURSE DE CROISSANCE TSX

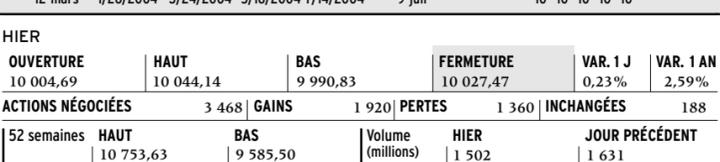


HIER	OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
	1 622,91	1 630,13	1 616,76	1 630,02	0,44%	6,35%

ACTIONS NÉGOCIÉES	1 096	GAINS	445	PERTES	373	INCHANGÉES	278
-------------------	-------	-------	-----	--------	-----	------------	-----

52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	1 933,49	1 449,54		74	69

## NEW YORK



HIER	OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
	10 004,69	10 044,14	9 990,83	10 027,47	0,23%	2,59%

ACTIONS NÉGOCIÉES	3 468	GAINS	1 920	PERTES	1 360	INCHANGÉES	188
-------------------	-------	-------	-------	--------	-------	------------	-----

52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	10 753,63	9 585,50		1 502	1 631

## NASDAQ



HIER	OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
	1 974,55	1 984,18	1 963,83	1 974,99	-0,04%	1,98%

ACTIONS NÉGOCIÉES	3 328	GAINS	1 547	PERTES	1 543	INCHANGÉES	238
-------------------	-------	-------	-------	--------	-------	------------	-----

52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	2 153,83	1 750,82		1 645	1 828

## TSX CROISSANCE LES QUÉBÉCOISES

	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET	%	VOLUME	VAR. CETTE ANNÉE (%)		FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET	%	VOLUME	VAR. CETTE ANNÉE (%)
About Mines Inc -CI B (ABI)	0,23	0,01	2,27	49 000	60,71	Look Communications Inc (LOK)	0,07	0,01	8,33	76 002	-84,88
Abitex Resources Inc (ABE)	0,40	-0,05	-11,11	5 500	-38,46	Loubac Top Environmental Inc (LTE)	0,05	0,00	0,00	0	-70,00
Afcan Mining Corporation (AFK)	0,29	0,04	16,00	80 000	-51,67	Loubel Exploration Inc (LBX)	0,05	-0,01	-10,00	25 000	-35,71
Afri-Can Marine Minerals Crp (AFA)	0,13	0,00	0,00	49 500	-25,71	Louven Mines Inc (LOV)	0,70	0,00	0,00	0	-36,36

LE MARCHÉ BOURSIER

Table of stock market indices and major stock movements. Includes sections for 'A-B', 'C', 'D-F', 'G', 'H', 'I', 'J', 'K', 'L', 'M', 'N', 'O', 'P', 'Q', 'R', 'S', 'T', 'U', 'V', 'W', 'X', 'Y', 'Z'.

LE MARCHÉ OBLIGATAIRE

Table of bond market data, including yields and prices for various maturities and types of bonds.

SOCIÉTÉS EN COMMANDITE

Table listing public companies and their market performance, including volume, price change, and high/low values.

SOCIÉTÉS EN COMMANDITE

Table listing public companies and their market performance, including volume, price change, and high/low values.

DÉBENTURES

Table listing corporate debt instruments (debentures) and their market performance.

LE MARCHÉ OBLIGATAIRE

Table of bond market data, including yields and prices for various maturities and types of bonds.

SOCIÉTÉS EN COMMANDITE

Table listing public companies and their market performance, including volume, price change, and high/low values.

SOCIÉTÉS EN COMMANDITE

Table listing public companies and their market performance, including volume, price change, and high/low values.

DÉBENTURES

Table listing corporate debt instruments (debentures) and their market performance.

LE MARCHÉ OBLIGATAIRE

Table of bond market data, including yields and prices for various maturities and types of bonds.

SOCIÉTÉS EN COMMANDITE

Table listing public companies and their market performance, including volume, price change, and high/low values.

SOCIÉTÉS EN COMMANDITE

Table listing public companies and their market performance, including volume, price change, and high/low values.

DÉBENTURES

Table listing corporate debt instruments (debentures) and their market performance.

LE MARCHÉ OBLIGATAIRE

Table of bond market data, including yields and prices for various maturities and types of bonds.

SOCIÉTÉS EN COMMANDITE

Table listing public companies and their market performance, including volume, price change, and high/low values.

SOCIÉTÉS EN COMMANDITE

Table listing public companies and their market performance, including volume, price change, and high/low values.

DÉBENTURES

Table listing corporate debt instruments (debentures) and their market performance.

LE MARCHÉ OBLIGATAIRE

Table of bond market data, including yields and prices for various maturities and types of bonds.

SOCIÉTÉS EN COMMANDITE

Table listing public companies and their market performance, including volume, price change, and high/low values.

SOCIÉTÉS EN COMMANDITE

Table listing public companies and their market performance, including volume, price change, and high/low values.

DÉBENTURES

Table listing corporate debt instruments (debentures) and their market performance.

LE MARCHÉ OBLIGATAIRE

Table of bond market data, including yields and prices for various maturities and types of bonds.

C'est leur soirée, mais c'est  
à moi de faire attention!  
Il y a la noirceur, les véhicules, ....  
et tous ces enfants sortant de partout  
à la recherche de bonbons.

Je vous en prie,  
tout le monde, ralentissez.  
**RALÉNTISSEZ, POUR L'AMOUR!**



Ce dimanche, nous penserons comme vous à fêter l'Halloween dans la joie et la sécurité. Et nous vous assurons que notre engagement à vous protéger, comme conducteur, passager ou piéton, sera tout aussi profond au-delà du 31 octobre. Pour des conseils afin de mieux conduire ou mieux passer l'Halloween – ou, à ce sujet, pour en apprendre plus sur nos initiatives de sécurité globale, veuillez visiter [Securitepourtous.ca](http://Securitepourtous.ca).

**HONDA**  
La puissance des rêves.